13e année
numéro 255

double

la révolution prolétarienne

25 Septembre 1937
prix : 2 francs

revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE
BIBLIOTHÈQUE

DANS CE NUMÉRO

La vérité sur le crime de Chamblandes

J'ai été témoin à Barcelone...
par George ORWELL

Dans la mêlée espagnole
par L. NICOLAS

Les écrits et les faits
par Victor SERGE

Aidons les réfugiés espagnols
par C. DELSOL

Comment abattre le fascisme ?
par HORACE

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél. : **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 255

(25 septembre 1937)

J'ai été témoin à Barcelone... ..... GEORGE ORWELL.

Dans la mêlée espagnole ..... L. NICOLAS.

« Par tous les moyens », y compris l'assassinat : La vérité sur le crime de Chamblandes.

Les écrits et les faits ..... VICTOR SERGE.

L'espionnite en Russie ..... N. L.

Comment abattre le fascisme? ..... HORACE.

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Une brochure à lire :

Pour la vérité sur les procès de Moscou !

18 Questions - 18 Réponses

Prix : 0.50

Editée par le

COMITE POUR L'ENQUETE SUR LE PROCES DE MOSCOU ET POUR LA DEFENSE DE LA LIBERTE D'OPINION DANS LA REVOLUTION
André Breton, Félicien Challaye, Charbit, Lucie Colliard, Maurice Dommanget, Emery, Jean Galtier - Boissière, Goudchaux - Brunschvicg, Jean Giono, Daniel Guérin, Andrée Limbour, Marcel Martinet, Georges Michon, Pierre Monatte, Magdeleine Paz, André Philipp, Marthe Pichorel, Georges Pioch, Henry Poulaille, Rosmer, Victor-Serge, Wullens.
Secrétaire : Andrée Limbour.
11, rue Jean Leclaire — Paris (17e)
Chèques-postaux : Paris 163-512

En vente à la « Révolution Prolétarienne », 54, rue du Château-d'Eau, Paris Xe
Chèques postaux : 734.99

J'ai été témoin à Barcelone...

On ne saurait donner trop de témoignages sérieux sur la situation en Espagne, particulièrement sur les journées de Mai à Barcelone et les événements qui ont suivi. C'est pourquoi nous croyons utile de reproduire d'après le numéro d'août de Controversy, *tribune libre pour les tendances du socialisme, le témoignage d'un camarade anglais, George Orwell.*

George Orwell, auteur de « The Road to Wigan Pier » a combattu dans les rangs du Contingent de l'ILP, sur le front d'Aragon. Il nous apporte un témoignage direct sur les événements de Barcelone durant les « journées de Mai », et sur la suppression du POUM le mois suivant.

On a déjà beaucoup écrit au sujet des troubles de Mai à Barcelone, et un tableau synoptique des principaux événements a été minutieusement dressé par Fenner Brockway dans le pamphlet « La vérité sur les journées de Barcelone »; tableau qui, autant que j'en puis juger, est absolument exact. Je pense donc que ce que je peux faire de plus utile est d'y ajouter simplement, en ma qualité de témoin oculaire, quelques notes marginales concernant plusieurs points particulièrement discutés.

Considérons, avant tout, la question du but poursuivi, à supposer qu'il y en ait eu un, par la prétendue insurrection :

La presse communiste a affirmé que toute l'affaire avait été une tentative soigneusement préparée pour renverser le gouvernement, et même pour remettre la Catalogne aux mains des fascistes, en provoquant l'intervention étrangère à Barcelone. Cette dernière insinuation est trop ridicule pour nécessiter une réfutation. S'il était vrai que le POUM et l'aîle gauche des anarchistes se fussent faits les alliés des fascistes, comment expliquer que les miliciens en première ligne n'aient pas déserté et laissé une brèche dans la ligne de front? Et que les employés des transports, membres de la CNT, aient continué, en dépit de la grève, à faire parvenir les vivres sur le front? Je ne peux, cependant, affirmer avec certitude qu'un dessein révolutionnaire précis n'a pas existé dans l'esprit d'un petit nombre d'extrémistes, les bolchéviks-léninistes en particulier (qu'on a l'habitude d'appeler trotskistes), qui distribuèrent des tracts sur les barricades. Ce que je peux affirmer, c'est que les hommes des barricades ne se sont pas considérés un seul instant comme prenant part à une révolution. Tous, nous avions le sentiment de nous défendre contre une tentative de coup d'Etat de la part des gardes civils qui s'étaient emparés par la force du Central téléphonique, et pouvaient bien s'emparer encore de quelques autres locaux si nous ne nous montrions pas déterminés à la lutte. Mon interprétation de la situation se fonde sur ce que les hommes faisaient et disaient réellement à ce moment-là, et elle est la suivante :

Les travailleurs descendirent dans la rue par un mouvement spontané de défense, et il n'y avait que deux choses qu'ils étaient pleinement conscients de vouloir : la restitution du Central téléphonique et le désarmement des gardes civils qu'ils haïssaient. Il faut tenir compte aussi du ressentiment causé par la misère grandissante à Barcelone et le train de vie luxueux de la bourgeoisie.

Or, il est probable que la possibilité existait de renverser le gouvernement s'il se fût trouvé un chef pour en tirer parti. Il semble pleinement admis que le troisième jour les ouvriers étaient en mesure de prendre le pouvoir dans la ville; on ne peut nier que les gardes civils étaient profondément démoralisés et se rendaient en grand nombre. Le gouvernement de Valence pouvait, certes, envoyer des troupes fraîches pour écraser les travailleurs (il envoya 6.000 gardes d'assaut alors que la lutte était finie); il ne pouvait maintenir ces troupes dans Barcelone si les employés des transports décidaient de ne pas les ravitailler. Mais, en fait, il ne se trouva pas de chef révolutionnaire résolu. Les leaders anarchistes désavouèrent toute l'action et dirent : « Retournez au travail ». Et les leaders du POUM restèrent incertains. Les ordres que nous reçûmes aux barricades défendues par les hommes du POUM, ordres qui émanaient directement de la direction du POUM, nous enjoignaient de soutenir la CNT, mais de ne pas tirer, à moins qu'on ne tirât sur nous d'abord ou que nos locaux ne fussent attaqués. (Personnellement, j'ai essuyé à plusieurs reprises des coups de feu, mais je n'ai jamais tiré en retour). Dans la suite, comme les vivres diminuaient, les travailleurs peu à peu, les uns après les autres, retournèrent au travail; et naturellement, une fois qu'on les eût laissés se disperser sans encombre, les représailles commencèrent.

Savoir si on *eût dû* tirer parti de la situation révolutionnaire est une autre question. N'engageant que mon opinion, je répondrais « non ». D'abord, on peut douter que les travailleurs eussent pu garder le pouvoir plus de quelques semaines; et, en second lieu, il se peut que cela eût signifié la perte de la guerre contre Franco. D'autre part, l'attitude essentiellement défensive des ouvriers était tout à fait légitime : qu'ils fussent ou non en guerre, ils avaient le droit de défendre ce qu'ils avaient conquis en Juillet 36. Il se peut, cela va sans dire, que la Révolution ait été définitivement perdue en ces quelques jours de Mai. Mais je pense, cependant, que c'était un moindre mal, bien qu'à dire vrai, de très peu moindre, de perdre la Révolution que de perdre la guerre.

Le second point discuté concerne les participants. Ce fut la tactique de la presse communiste, presque dès le début, de prétendre que « l'insurrection » était uniquement, ou presque uniquement, l'œuvre du POUM (secondé par « quelques apaches irresponsables », si l'on en croit le *Daily Worker* de New-York). Quiconque était à Barcelone à cette époque sait que c'est avancer là une absurdité. L'énorme majorité de ceux qui défendaient les barricades appartenait en général à la CNT. Et c'est là un point d'importance, car ce fut comme bouc émissaire pour les troubles de Mai que le POUM a été récemment supprimé; les 400, ou plus, membres du POUM, qui peuplent en ce moment les geôles immondes et infestées de vermine de Barcelone, y sont, officiellement, pour leur particiuation aux émeutes de Mai. Il est donc essentiel de montrer que pour deux bonnes raisons le POUM n'en a pas été et ne pouvait pas en être le moteur. Première raison : le POUM

était un très petit parti. Si l'on range au nombre des membres du parti les miliciens en permission, et les soutiens et sympathisants de toutes sortes, le nombre des membres du POUM dans la rue n'approchait pas, en tout cas, de dix mille (et il n'était probablement même pas de cinq mille); or le nombre des participants aux troubles se chiffrait par vingtaines de mille. Seconde raison : il y eut une grève générale, ou presque générale, qui dura plusieurs jours. Or, le POUM, en tant que tel, n'avait aucun pouvoir pour déclencher une grève et la grève n'aurait pu avoir lieu si les militants de la CNT ne l'avaient pas voulue. Quant à ceux engagés de l'autre côté de la barricade, le *Daily Worker* de Londres, dans une de ses éditions, a eu l'impudence de prétendre que l'« insurrection » avait été réprimée par l'Armée du Peuple. Chacun savait à Barcelone, et le *Daily Worker*, lui non plus, n'a pu l'ignorer, que l'Armée du Peuple est restée neutre et que ses troupes n'ont pas bougé de leur casernement pendant toute la période des troubles. Quelques soldats, cependant, y prirent part, mais à titre individuel. J'en ai vu deux à l'une des barricades du POUM.

Le troisième point concerne les réserves d'armes accumulées, a-t-on prétendu, par le POUM à Barcelone.

On a tellement répandu ce conte que même un observateur tel que H. N. Brailsford, rempli de sens critique en général, l'accepte sans le contrôler, et parle des « tanks et des pièces d'artillerie » que le POUM aurait « volés dans les arsenaux du gouvernement ». (*New Statesman*, 22 mai). En réalité, le POUM possédait regrettablement peu d'armes, aussi bien sur le front qu'à l'arrière. Au cours des combats de rues, je me suis rendu aux trois principales forteresses du POUM, le siège de son Comité exécutif, celui du Comité local, et l'hôtel Falcon. Il vaut d'énumérer avec quelques détails les armements que contenaient ces bâtiments. Il y avait en tout à peu près 80 fusils dont quelques-uns défectueux, outre quelques vieilles armes de différents modèles, toutes hors d'usage faute de projectiles appropriés. Comme munitions : 50 cartouches à peu près par fusil; pas de mitrailleuses; pas de pistolets ni de balles de pistolets; quelques caisses de grenades à main, et encore nous avaient-elles été envoyées par la CNT après que le combat eût été engagé. Un éminent officier des milices qui m'en a parlé par la suite pensait qu'à Barcelone le POUM possédait en tout et pour tout environ 150 fusils et *une* seule mitrailleuse. C'était donc, comme on le voit, tout juste suffisant pour armer les gardes que, à cette époque, tous les partis sans exception, PSUC, POUM, CNT-FAI, plaçaient dans leurs locaux les plus importants. Peut-être argueraît-on que, même pendant les journées de Mai, le POUM a continué à cacher ses armes. Mais alors que devient la théorie des troubles de Mai, insurrection menée par le POUM pour le renversement du gouvernement?

En réalité, le pire coupable, et de beaucoup, au sujet des armes retenues loin du front, c'est le gouvernement lui-même. L'infanterie sur le front d'Aragon était bien plus mal armée qu'en Angleterre un collège d'« O.T.C. ». Par contre, les troupes de l'arrière, gardes civils, gardes d'assaut, carabiniers, qui n'étaient pas destinées à être envoyées sur le front, mais à « maintenir l'ordre » (en réalité : intimider les travailleurs) à l'arrière, étaient armés, eux, jusqu'aux dents. Les troupes sur le front d'Aragon avaient des fusils Mauser fatigués qui s'enrayaient ordinairement au bout de cinq coups, une mitrailleuse pour environ 50 hommes, et un pistolet ou un revolver pour environ 30 hommes. Et ces armes, si nécessaires dans les tranchées de la ligne de feu, n'étaient pas distribuées par le gouvernement, mais ne pouvaient être achetées qu'illégalement et avec la plus grande difficulté. Les gardes d'assaut, eux, étaient armés de fusils russes tout flambants neufs; en outre, chaque groupe de dix ou douze hommes avait sa mitrailleuse. Ces faits parlent d'eux-mêmes. Un gouvernement qui envoie des garçons de quinze ans sur le front avec des fusils vieux de quarante ans, et garde ses hommes les plus forts et ses armes les plus modernes à l'arrière, est manifestement plus effrayé par la révolution que par les fascistes. Là est l'explication de la faiblesse de la politique de guerre des derniers six mois, et du compromis par lequel presque certainement se terminera la guerre.

II

Quand le POUM, l'opposition de gauche (les prétendus trotskistes), héritier du communisme espagnol, fut supprimé les 16 et 17 Juin, le fait en lui même ne surprit personne. Depuis Mai déjà, et même depuis février, il était évident que le POUM serait « liquidé » si les communistes arrivaient à leurs fins. Pourtant la soudaineté de la suppression, et le mélange de perfidie et de brutalité avec lequel l'action fut menée, prit chacun, et les leaders eux-mêmes, au dépourvu.

Officiellement, le parti fut supprimé en faisant peser sur les chefs du POUM l'accusation, qui avait été répétée des mois durant dans la presse communiste sans avoir été prise au sérieux par personne en Espagne, d'être payés par les fascistes.

Le 16 Juin, Andrés Nin, le leader du parti, fut arrêté dans son bureau. La même nuit, sans déclaration préalable, la police fit irruption dans l'hôtel Falcon, sorte de pension de famille organisée par le POUM et fréquentée principalement par les miliciens en permission, et arrêta tous ceux qui étaient là, sans les accuser de rien en particulier. Le lendemain matin, le POUM fut déclaré illégal, et tous ses locaux, non seulement les bureaux, bibliothèques, etc... mais même les librairies et les sanatoria pour les blessés furent saisis par la police. En peu de jours, des quarante membres que comptait le Comité exécutif, tous ou presque tous furent arrêtés. Un ou deux d'entre eux, qui avaient réussi à se cacher furent amenés à se livrer parce que, moyen emprunté aux fascistes, on prit leur femme comme otage. Nin fut transféré à Valence, et de là, à Madrid, et fut accusé d'avoir vendu des informations militaires à l'ennemi. Inutile de dire que les « aveux » habituels, les lettres mystérieuses écrites à l'encre sympathique, et autres « preuves », étaient déjà prêtes à sortir en telle abondance que, raisonnablement, on ne pouvait les tenir que pour préparées à l'avance.

Dès le 19 Juin, la nouvelle parvint à Barcelone, par Valence, que Nin aurait été fusillé. Nous espérions que ce bruit était faux, mais

il est à peine nécessaire de souligner l'obligation pour le gouvernement de Valence de fusiller un certain nombre, une douzaine peut-être, des leaders du POUM s'il veut que les accusations soient prises au sérieux. Pendant ce temps, la base du parti, pas seulement les membres, mais aussi les soldats appartenant aux milices du POUM, et les sympathisants et les soutiens de toutes sortes, étaient jetés en prison aussitôt que la police pouvait mettre la main sur eux. Peut-être serait-il impossible de dresser une statistique exacte, mais il y a tout lieu de penser que, durant la première semaine, il y eut plus de quatre cents arrestations, rien qu'à Barcelone. On sait, à n'en pouvoir douter, que les prisons étaient si remplies qu'un grand nombre de prisonniers avaient dû être enfermés dans des boutiques et autres dépôts provisoires. De toutes mes recherches il ressort qu'aucune distinction pour ces arrestations n'a été faite entre ceux qui avaient pris part aux troubles de Mai et ceux qui n'y avaient pas pris part. Bien plus, la proscription du POUM eut une validité rétroactive. Du fait que le POUM venait d'être mis dans l'illégalité, tous ceux qui, à un moment quelconque, y avaient appartenu furent considérés comme ayant enfreint la loi. La police alla même jusqu'à arrêter les blessés dans les sanatoria. Parmi les détenus de l'une des prisons j'ai vu, par exemple, deux hommes de ma connaissance, amputés de la jambe; et aussi un enfant qui n'avait pas plus de douze ans.

Et il faut songer aussi à ce que signifie pratiquement l'emprisonnement en Espagne en ce moment. Sans parler du surpeuplement des geôles provisoires, des conditions insalubres, du manque de lumière et d'air et de la nourriture immonde, il y a l'absence totale de quoi que ce soit qui ressemblerait à de la légalité. Rien de plus légitime, par exemple, que l'*habeas corpus;* eh bien, selon la loi actuellement en vigueur en Espagne, ou, en tout cas, selon son application actuelle, vous pouvez être emprisonné pour un temps indéfini, non seulement sans jugement mais même sans mise en accusation. Et tant que vous n'êtes pas accusé les autorités peuvent, s'il leur plaît, vous garder « incommunicado » — c'est-à-dire que vous n'avez pas le droit de communiquer même avec un avocat ni personne d'autre étranger à la prison. Il est facile de se rendre compte de ce que valent, obtenus dans de telles conditions, les « aveux ». La situation est pire encore pour les plus pauvres des prisonniers du fait que le Secours Rouge du POUM, qui habituellement pourvoyait les emprisonnés d'un conseil, a été supprimé en même temps que les autres organisations du POUM.

Mais le trait le plus odieux peut-être de toute l'affaire, c'est d'avoir empêché délibérément que toute information sur ces événements parvienne aux troupes du front d'Aragon pendant cinq jours au moins sans contredit, et plus, je crois. J'étais justement sur le front du 15 au 20 Juin. J'ai eu à me rendre à une ambulance et ce faisant, j'ai traversé plusieurs villes en seconde ligne, Sietamo, Barbastro, Monzon, etc... En tous ces endroits les quartiers généraux des milices du POUM, leurs comités de Secours Rouge et autres organisations fonctionnaient normalement; aussi loin que Lerida (à 100 kilomètres de Barcelone) et jusqu'au 20 Juin absolument personne n'avait appris que le POUM avait été supprimé; on n'en disait pas un mot dans les journaux de Barcelone, tandis qu'au même moment dans ceux de Valence (qui n'allaient pas sur le front d'Aragon) flamboyait le récit de la « trahison » de Nin.

Avec un certain nombre de camarades j'ai connu l'expérience amère d'un retour à Barcelone, pour y trouver que le POUM avait été supprimé en mon absence. Par bonheur, j'ai été prévenu juste à temps pour avoir pu filer, mais d'autres n'ont pas eu cette chance. Tout milicien du POUM qui descendait du front à cette époque-là avait le choix entre se cacher immédiatement ou être immédiatement jeté en prison. Une réception vraiment agréable après trois ou quatre mois de front en première ligne! La raison de cela était évidente : l'offensive sur Huesca venait de commencer, et le gouvernement craignait probablement que si les miliciens du POUM venaient à apprendre ce qui se passait, ils ne refusassent de marcher. Personnellement, je ne crois pas d'ailleurs que la fidélité des miliciens eût été ébranlée. Mais, en tout cas, ils avaient droit à connaître la vérité. Il y a eu quelque chose d'inexprimablement odieux dans ce fait d'envoyer des hommes au combat (quand j'ai quitté Sietamo, la lutte était engagée et déjà les premiers blessés, acheminés vers les ambulances, étaient cahotés sur les abominables routes) en leur cachant qu'au même moment, derrière leur dos, leur parti était supprimé, leurs chefs dénoncés comme traîtres, et leurs amis et parents jetés en prison.

Le POUM était de beaucoup le plus faible numériquement des partis révolutionnaires, et sa suppression ne touche relativement que peu de personnes. Selon toute apparence, il n'y aura en tout qu'une vingtaine de fusillés ou condamnés à de longues peines de prison, quelques centaines d'existences ravagées, et quelques milliers de persécutés passagèrement. Néanmoins, sa suppression est, en tant que symptôme, de grande importance. D'abord elle rend clair pour l'étranger ce qui éclatait déjà aux yeux de quelques observateurs en Espagne : que le gouvernement actuel a plus de points de ressemblance que de différence avec le fascisme. (Ce qui ne signifie nullement qu'il ne vaille par la peine de lutter contre le fascisme plus ouvert de Franco et d'Hitler. J'avais, quant à moi, saisi dès le mois de Mai la tendance fasciste du gouvernement, mais je n'en étais pas moins volontaire pour retourner sur le front et j'y suis retourné.)

En second lieu, l'élimination du POUM est un signe avant-coureur de l'attaque imminente contre les anarchistes. Ce sont eux, les ennemis que les communistes craignent réellement, et bien plus qu'ils n'ont jamais craint le POUM, numériquement insignifiant. Les leaders anarchistes ont eu maintenant une démonstration des méthodes qu'on emploierait tout aussi bien à leur égard : le seul espoir qui reste en ce qui concerne la révolution, et probablement aussi la victoire dans la guerre, c'est que la leçon leur serve et qu'ils soient décidés et prêts à se défendre avant qu'il ne soit trop tard.

GEORGE ORWELL.

Dans la mêlée espagnole

Difficultés des « blancs »

L'opinion publique en Espagne gouvernementale est surtout préoccupée par la situation qui se crée sur les fronts. D'une part, l'avance fasciste qui, après avoir emporté Bilbao et Santander, menace aujourd'hui très sérieusement les Asturies. D'autre part, l'offensive gouvernementale en Aragon qui, pour la première fois depuis juillet 1936, a abouti à enlever une position assez importante : Belchite.

Malheureusement il faut bien convenir que les succès des gouvernementaux sont loin d'atteindre en importance et en étendue ceux des fascistes. Aussi, invinciblement, la question se pose : si demain les Asturies sont prises, toute résistance révolutionnaire dans la zone du Nord sera-t-elle écrasée? Le triomphe fasciste y sera-t-il aussi durable que celui de Hitler en Allemagne et de Mussolini en Italie? Ou bien les phénomènes de la guerre civile russe, où l'occupation de la Sibérie par Koltchak et de l'Ukraine par Dénikine finit par amener la désagrégation des troupes blanches, vont-ils se reproduire en Espagne?

Certes il faut accueillir avec la plus grande prudence les dépêches gouvernementales annonçant à tout bout de champ des soulèvements dans la zone franquiste. Mais il existe à ce sujet des informations de source fasciste montrant qu'effectivement en Espagne blanche la situation reste instable et que les révolutionnaires inquiètent le pouvoir franquiste. Il y a par exemple le fameux ban de Queipo de Llano publié dans l'*A.B.C.* de Séville, reproduit par *Solidaridad Obrera* du 28-8-37 qui permet de se rendre compte de l'étendue de la zone menacée et de l'appui de la population civile aux révolutionnaires; ces faits se passent pourtant dans des régions occupées par les blancs dès les premiers mois de la guerre civile. Voici des extraits de ce ban :

Article premier. *Sera délimitée et considérée comme zone de guerre, dans laquelle tous les services doivent être accomplis comme ceux de campagne, face à l'ennemi, la région composée par la province de Huelva et la partie correspondante de celles de Séville et de Badajoz jusqu'à la route de Séville à Badajoz; cette limite pourra être étendue et* le sera en fait à toute la zone nécessaire pour battre et réduire les éléments marxistes insoumis.

Article 3. (Cet article énumère les délits complémentaires relevant des Conseils de guerre extrêmement sommaires).

Seront considérés comme des actes de rébellion :

a) *Ceux tendant à fournir des aliments ou tout autre secours aux personnes fugitives dans la zone qui concerne ce ban;*

b) *Fournir des données sur la situation des forces ou simplement sur leurs mouvements aux fugitifs des villages;*

c) *Le fait de sortir des villages enclavés dans les montagnes, sans être muni du document qu'établira dans ce but le chef militaire de la zone;*

d) *La désobéissance à tout ordre donné par le chef, aussi bien aux civils qu'aux militaires;*

e) *La négligence ou la tiédeur dans l'exécution des ordres et services militaires donnés par le chef de zone;*

f) *Le fait d'héberger dans des propriétés urbaines ou rurales des fugitifs considérés comme rebelles;*

g) *Le fait de ne pas dénoncer l'existence de personnes rebelles, par ceux qui auraient des renseignements sur elles, sera considéré comme rébellion ou aide à celle-ci;*

h) *Le fait de voyager dans les montagnes ou d'y séjourner sans justifier clairement le motif et le but poursuivis.*

Il existe une autre témoignage fasciste décrivant l'efficacité de l'action de la population civile à l'arrière du front blanc. Il s'agit du récit d'un légionnaire italien Alberto T., de Parme, combattant à Guadalajara, publié dans la revue des étudiants fascistes italiens *Libro e Moschetto*, reproduit par le *Nuovo Avanti* du 18-9-37 :

Dans les villages occupés quelques rares éléments de la population, que nous avions respectée, nous étaient hostiles; par radio ils signalaient aux rouges la disposition des forces nationalistes, indiquaient les objectifs aux aviateurs, dirigeaient le tir de l'artillerie. Ceci était fait par les quelques traîtres que nous avions épargnés parce qu'ils étaient désarmés. Pourtant nous étions méthodiquement visés du ciel et de la terre et nous nous trouvions menacés de l'insidieux « pruneau ». Toutefois nos forces corporelles et morales ne diminuaient pas... A chaque coucher de soleil nous lancions avec fierté le « saluto al Duce »; chaque soir nous chantions avec passion les chansons d'Italie, répondant à l'ennemi, qui, au moyen de hauts-parleurs, nous invitait, en italien, à déserter, à passer chez lui, pour atteindre enfin la liberté, le bien-être et autres balivernes semblables...

Cette activité (des « rouges »), qui présupposait une connaissance parfaite de nos positions, nous remplissait de stupeur; mais nous fûmes vraiment ébahis quand les mêmes avions, volant très bas au-dessus de nous, lancèrent des milliers de tracts écrits en italien disant que nous avions été trahis et nous invitant à passer de l'autre côté. Qu'est-ce que cela signifiait? Que se produisait-il derrière notre dos? Pourquoi le téléphone du commandement de la divison ne répondait-il plus à nos appels? Pourquoi notre artillerie, habituellement si prompte et si précise, à présent n'écoutait plus nos demandes de feu et ne contrebattait pas le tir rapide et ajusté de l'artillerie ennemie? C'est beaucoup plus tard seulement que nous apprîmes que la ligne téléphonique avait été coupée par des espions et que l'artillerie avait été atteinte en plein par le bombardement venant du sol et du ciel. Chacun de nous, sans le dire, était tourmenté par le soupçon d'avoir l'ennemi derrière le dos, tandis qu'en avant se notait déjà un mouvement insolite.

Difficultés des « gouvernementaux »

Mais chez les « gouvernementaux » l'arrière est lui aussi extrêmement divisé. La lutte interne principale continue à être celle que le parti communiste mène contre la FAI-CNT. Les dirigeants staliniens ont compris qu'ils n'étaient pas encore assez puissants pour abattre les syndicalistes en les attaquant de front. Aussi ont-ils consenti quelques concessions destinées à préparer les esprits à la dernière note du Bureau politique de ce parti, relatée par l'*Humanité* du 16-9-37 :

...Le parti communiste est disposé à entrer en conversations amicales avec les dirigeants de la CNT afin de dissiper définitivement les malentendus et d'arriver à une collaboration chaque jour plus efficace.

Il a donc fallu lâcher du lest.

La presse française a annoncé la libération de J. Ascaso, ex-président du Conseil d'Aragon dissous.

D'autre part, le procès pour les faits de Tortosa, qui avait abouti à des condamnations à mort et dont il fut question dans la *R. P.* vient d'être révisé. D'après *Solidaridad Obrera* du 5-9-37 tous les inculpés présents furent acquittés et seuls les accusés qui n'ont pu être arrêtés ont été condamnés à 15 ans de prison.

Il y a lieu aussi de reproduire la réponse, faite par Vidiella, ministre du Travail, en Catalogne, membre du PSUC, à une délégation des parents des antifascistes emprisonnés. En voici les passages essentiels d'après *Solidaridad Obrera* du 9-9-37 :

...Les juges ne peuvent admettre les plaintes formulées à l'occasion des faits de caractère révolutionnaire, surgis en raison du mouvement provoqué par les généraux factieux, car agir ainsi serait faire le procès de la révolution elle-même.

...Pour toutes ces raisons non seulement les juges ne doivent pas accepter de plaintes de cet ordre, mais ne doivent pas en admettre non plus lorsqu'elles proviennent d'individus auxquels on a réquisitionné l'étage ou la maison, ou les terres, parce qu'ils étaient considérés comme fascistes, ou parce qu'ils les avaient abandonnés eux-mêmes. Les juges doivent admettre seulement les plaintes concrètes contre tous les individus qui, au lieu d'agir en révolutionnaires, ont été poussés par l'esprit de lucre, ou ont utilisé les faits révolutionnaires pour éliminer des ennemis personnels ou ont été inspirés par le désir vil de voler.

Cette thèse a été acceptée à l'unanimité par le Conseil de la Généralité, ce qui veut dire que les personnes détenues actuellement pour des causes diverses ayant trait aux faits révolutionnaires doivent être immédiatement mises en liberté.

Ce serait une erreur de croire que ces concessions caractériseraient l'intention de pratiquer une politique d'entente entre tous les secteurs antifascistes. Il s'agit de manœuvres contrebalancées par de nouvelles mesures de répression.

Ainsi il va de soi que les poumistes et les syndicalistes incarcérés pour les faits de Mai restent en prison; au lieu d'Ascaso libéré, il y a maintenant à la Carcel Modelo, Aurelio Fernandez, militant fameux de la CNT, ex-ministre de l'Hygiène, ex-directeur de la Sûreté, inculpé de participation à un attentat contre Andreu, président d'un des tribunaux importants de Barcelone. A remarquer que la FAI-CNT se sont immédiatement désolidarisées de cet attentat et qu'il n'existe pas de présomption quant à la culpabilité de Fernandez. Des dizaines de réfugiés politiques, allemands et italiens, syndicalistes éprouvés, sont conduits sous escorte à la frontière, en récompense des mois passés au front. La CNT se borne à envoyer des télégrammes à la CGTSR de France pour que celle-ci aide ces doublement proscrits.

Mais dans le domaine économique les attaques contre-révolutionnaires inspirées par le PSUC se développent aussi. Une violente campagne menée par les journaux communistes tend à la militarisation des cheminots; il s'agit d'enlever les derniers vestiges de droits de consultation ouvrière que tolérait la nationalisation des chemins de fer.

Solidaridad Obrera du 8-9-37 révèle que des dispositions administratives nouvelles interdisent aux Conseils d'usine de faire connaître aux ouvriers de l'entreprise les données permettant de juger de la marche de l'établissement.

C'est maintenant seulement que l'on comprend combien dans le domaine agraire les collectivités ouvrières ont été entamées.

Un journal clandestin *Libertad* du 1-8-37 rédigé par des poumistes et des anarchistes minoritaires à Barcelone, décrit avec beaucoup de détails une série d'attaques, confiscations, arrestations opérées contre les collectivités en Catalogne. C'est également ce journal qui donne pour la première fois une version précise de l'enlèvement du socialiste russe Marc Rein-Abramovitch, fils du militant social-démocrate Abramovitch, membre de l'Exécutif de la IIe Internationale.

Le travail de la Tchéka à Barcelone

Dans la nuit du 9 au 10 avril la Tchéka, dont nous avons parlé, a adroitement séquestré le journaliste Marc Rein. Il était arrivé fin février à Barcelone, se logeant à l'Hôtel Continental, rambla Canaletas.

Qui était Marc Rein et que faisait-il à Barcelone?

« Marc Rein » était un pseudonyme, empruntant d'ailleurs aussi sa nationalité de Nord-Américain. Il était en réalité le rédacteur du Social Demokraten *de Stockholm, journal qui publiait des informations sensationnelles et vraies sur les problèmes politiques de l'URSS. Les grands dirigeants soviétiques sont extrêmement inquiétés par ce journal qui souvent démasque leurs secrets les plus délicats, ce qui fait supposer qu'il y a un membre important du parti communiste russe, qui renseigne en donnant tous les matériaux, détails et documents.*

Marc Rein vint en Catalogne pour voir de près la révolution. A son arrivée à Barcelone il réunit un petit groupe de socialistes antifascistes et antipsuquistes, qui se considérèrent comme étant ses collaborateurs. Il publia plusieurs travaux sur ce sujet, critiquant certains aspects de l'activité des anarcho-syndicalistes de la CNT; il expliquait que sa critique portait exclusivement sur l'œuvre de ceux-ci, car ils étaient les seuls à créer quelque chose.

La Guépéou, ayant appris le séjour à Barcelone de Marc Rein, conçut le projet de s'en emparer. Dans ce but elle fit venir quelques-uns de ses meilleurs éléments avec la double mission de séquestrer le journaliste social-démocrate et de perfectionner l'organisation de la Tchéka au service du parti communiste.

Dans la nuit du 9 au 10 avril, Marc Rein était en train d'écrire un de ses articles dans la chambre qu'il occupait à l'hôtel. Bientôt sonna le téléphone; une agréable voix féminine retentit dans l'écouteur demandant immédiatement une entrevue intéressante. Marc Rein interrompit son travail et sortit de l'hôtel.

Que se produisit-il?

Expédié en Russie par le Guépéou

Qu'est devenu Marc Rein? Certains croient qu'il a été assassiné par la bande à Herz (1). *Nous autres mieux informés nous ne le croyons pas. Afin de faire disparaître toute trace du « raid » réalisé non sans certaine adresse, Marc Rein fut obligé d'écrire une lettre de sa main adressée à un de ses amis appelé Nicolas, dont la femme est actuellement détenue, après avoir été odieusement maltraitée, et au patron de l'hôtel. Dans cette lettre le journaliste prenait congé d'eux les priant d'excuser sa fuite et les dépenses causées. La lettre semblait être écrite de Madrid; on pouvait noter sans peine que la date avait été écrite par une autre personne. Cette ruse ne décèle pas beaucoup d'intelligence chez les éléments travaillant aux ordres d'*Alfred Herz.

Nous avons dit que Rein n'a pas été assassiné à Barcelone. Mais on pourrait être renseigné avec plus d'autorité et de connaissance par un certain Schaya Kinderman, *juif polonais, militant communiste, qui y résida un certain temps et qui, fin mai, était « chef de la police extérieure de Valence »; cette fonction lui permettait de connaître tout mouvement ou intention des autres partis, spécialement quand ceux-ci voulaient entrer en relation avec leurs comités centraux de Valence ou de Madrid, créant ainsi des difficultés dans la liaison de tous les partis non communistes.*

Marc Rein n'a pas été assassiné. On peut affirmer qu'il se trouve actuellement en Russie, entre les mains de la Guépéou, ayant été transporté « comme paquet » à bord d'un bateau qui partit de Barcelone entre le 11 *et le* 30 *avril.*

La riposte de la FAI-CNT

La FAI-CNT répond à la tactique manœuvrière du parti communiste en opposant des protestations écrites ou verbales aux insultes trop infâmes; mais simultanément les dirigeants anarcho-syndicalistes ne manquent pas une occasion pour ébaucher un rapprochement avec le parti communiste et son patron le gouvernement russe.

Ainsi l'infâme discours de Comorera, traitant de « tribus » les premières héroïques milices confédérales, amena le Comité régional de la CNT à Barcelone à refuser l'invitation du parti communiste de fêter en commun la journée du 11 septembre, fête nationale de la Catalogne; les mêmes dirigeants acceptèrent quelques jours plus tard une proposition analogue de l'Union catalaniste.

La campagne de presse communiste insultant le Conseil d'Aragon dissous provoqua la rupture des premiers pourparlers entre la CNT et le PC; mais depuis sans que les excuses exigées aient été faites les tractations sont reprises.

Les dirigeants anarcho-syndicalistes, attachent une énorme importance à leur rentrée dans les ministères; ils mènent activement campagne dans ce sens. Ils s'attachent à prouver que les gouvernements bourgeois étrangers ne seraient pas irrités de la collaboration de la CNT au gouvernement. Ils ont publié en bonne place la conclusion de leur militant Augustin Souchy (ex-secrétaire de l'AIT) retour d'une tournée en Europe. La voici, d'après *Solidaridad Obrera* du 28-8-37 :

Les pouvoirs libéraux et démocratiques de l'Europe voient dans l'anarcho-syndicalisme l'expression la plus authentique du caractère du peuple espagnol.

La participation de la CNT au gouvernement est considérée comme la forte garantie de l'indépendance de l'Espagne.

...Une république fédérale de caractère socialiste, nommée avec la participation de la CNT peut être acceptée à l'étranger.

De même par rapport à la Russie les manchettes les plus flamboyantes dans la presse anarcho-syndicaliste applaudissent à la politique extérieure stalinienne. Voici quelques échantillons : « La pierre de l'URSS dans la mare de la diplomatie européenne ». *Solidaridad Obrera* du 8-9-37. « La voix de l'URSS fut la seule qui s'éleva à Nyon ». *Solidaridad Obrera* du 12-9-37. « Le prolétariat mondial doit appuyer sur le terrain actif la position de l'URSS ». *Solidaridad Obrera* du 9-9-37.

Cette même tactique de concession se développe à l'intérieur. Ainsi les dirigeants des Jeunesses Libertaires viennent d'entrer dans la même voie. Il y a quelques mois à peine cette organisation avait formellement refusé d'adhérer à un front commun de la jeunesse; la raison en était que les inspirateurs de ce front, les staliniens de la Jeunesse Socialiste Unifiée, posaient comme condition préalable la non-admission des Jeunesses du POUM, qualifiant celles-ci de fascistes. A cette époque les Jeunesses Libertaires protestèrent catégoriquement contre cette conception de l'alliance des jeunes.

Pourtant dès le 2-9-37 *Solidaridad Obrera* reproduisait d'après *Ahora* le résumé du texte d'un accord groupant les Jeunesses Libertaires, les Jeunesses Socialistes Unifiées, les Jeunesses syndicalistes, mais aussi des organisations bourgeoises aussi caractérisées que les Jeunesses de la Gauche républicaine, les Jeunesses de l'Union Républicaine, et l'Union Fédérale des Etudiants espagnols. Voici ce résumé :

L'accord établit la collaboration pour l'unité de toutes les forces antifascistes, politiques et syndicales; il marque l'action des jeunes dans l'Armée populaire, dans la production et dans les autres manifestations de la vie; il précise que la jeunesse intensifiera ses efforts pour améliorer la production dans les champs et les ateliers, et augmentera ses sacrifices donnant de nouveaux milliers de soldats à la cause du peuple.

Pour principe moral, l'alliance des jeunes imposera comme règle de combattre les termes injurieux et agressifs, les calomnies, tout encouragement à la discorde aussi bien au front qu'à l'arrière; elle se dressera contre tout ce qui affaiblit l'unité des forces antifascistes.

Evidemment il n'a pas été question de comprendre dans ces forces antifascistes les jeunes « poumistes ». Ce changement d'orientation a été décidé par le Comité péninsulaire des Jeunesses Libertaires sans consulter un congrès ou les organisations de base. Résultats : on voit pérorer dans des meetings communs le jeune libertaire Fidelio Miro à côté du pire larbin stalinien, Santiago Carillo; tout cela quelques semaines à peine après l'assissinat « extra-légal » par la Tchéka des onze jeunes libertaires à Barcelone après les jours

(1) Herz, chef de la Tchéka barcelonaise auprès du PSUC d'après la *Libertad*. (L. N.).

de Mai; tout cela après l'enlèvement mystérieux et la « disparition » du jeune leader libertaire Martinez à Barcelone.

Le Comité national de la CNT entre d'ailleurs dans la même voie; il vient d'accepter l'invitation des « Amis de l'URSS » (organisation au service des staliniens en Espagne comme en France) pour fêter ensemble le 7 novembre la fête nationale russe; ce comité a désigné son militant Alfonso Miguel pour régler en accord les détails de la parade commune où les ouvriers syndicalistes espagnols devront se promener bras dessus bras dessous avec les assassins de Nin et de Berneri en l'honneur de la Saint-Staline!

Simultanément le journal *C.N.T.* de Madrid publie l'écho suivant reproduit d'après *Solidaridad Obrera du* 25-8-37; ce désaveu répond aux tracts clandestins du POUM appelant à la coalition de ce parti avec la CNT pour la formation d'un front ouvrier révolutionnaire s'opposant au gouvernement Negrin-Staline. Voici ce texte :

Que les camarades du POUM ne se laissent pas désorienter par les conseils de ceux qui ne vivent pas notre révolution, ni non plus par l'état d'esprit qui a dû se former forcément chez eux à la suite du traitement dont ils sont l'objet. La démagogie ne conduit nulle part. Le front antifasciste doit être actuellement défendu avec la plus grande décision par tous ceux qui veulent vraiment gagner la guerre et assurer à l'arrière les conditions nécessaires pour pouvoir marcher après dans la voie des progrès sociaux et politiques.

Le plus curieux est que la presse a annoncé ces jours-ci que ce même journal *C.N.T.* vient d'être interdit pour une période indéfinie par la censure... gouvernementale!

L. Nicolas.

Aidons les réfugiés espagnols

Avec le camarade Bennetot, membre de la C.E. du Gaz de Banlieue de Paris, nous sommes allés chercher deux enfants au centre des réfugiés espagnols de Poitiers.

Ce centre a, depuis peu, environ 1500 réfugiés de la région de Bilbao. Nous avons constaté que tous ne sont pas bien logés; c'est ainsi qu'à l'école désaffectée de la Rue Jean-Macé, où sont logés 780 Espagnols, une bonne cinquantaine couchent dans l'ancienne chapelle de l'école.

Ils sont là sur des paillasses sans draps, à même les dalles de pierre. Pendant les beaux jours cela pouvait peut-être aller, mais maintenant ces braves gens ont froid. Nous avons constaté qu'il y a même des enfants en bas âge qui couchent ainsi!

Les couvertures sont en nombre insuffisant et le comble, c'est que l'autorité militaire les réclame!

Je vous laisse à penser quelle hygiène ces personnes peuvent avoir étant ainsi logées!

Les réfugiés ont pour la plupart des vêtements d'été, un grand nombre des sandales aux pieds; ce qui n'est guère indiqué pour la saison.

Je dois toutefois ajouter que personne ne se plaint de la nourriture.

Le manque de temps ne nous a pas permis de voir le camarade Souchaud, secrétaire de l'Union départementale de la Vienne, qui n'aurait pas manqué de nous donner des renseignements plus complets; mais nous avons pu causer avec Mme Vidal, militante socialiste, qui fait l'école dans leur langue aux enfants espagnols. Elle nous a confié que tout n'allait pas pour le mieux au Comité d'entr'aide des réfugiés espagnols de la Vienne, où règnent les réactionnaires. En outre, les trois communistes qui en sont membres sont toujours d'accord avec les représentants de la droite contre les délégués socialistes. Les mesures prises ne sont pas toujours indiquées; c'est ainsi qu'on vient d'acheter 500 paires de sandales, alors qu'il aurait fallu faire l'acquisition de galoches.

D'autre part, étant donné que fascistes et antifascistes ont été évacués ensemble, les fascistes se servent des anomalies qui se produisent pour discréditer le secours qui est apporté aux réfugiés. Ils s'efforcent de convaincre leurs compatriotes qu'il vaudrait mieux retourner en Espagne. Et le préfet de la Vienne facilite leur départ.

En outre, Franco exige des prisonniers militaires et civils que leurs femmes et leurs enfants retournent en Espagne. Les mères qui sont parties écrivent qu'elles sont bien, mais que les enfants peuvent attendre en France. C'est dire, avec précaution, que c'est la misère chez Franco.

Il y a, à Poitiers, 400 enfants, dont 22 orphelins de père et de mère. Mme Vidal nous a demandé de faire notre possible pour en placer dans des familles amies. Une maman, qui a quatre enfants âgés de 7 ans, 5 ans, 2 ans et 5 mois, nous a suppliés de lui placer ses deux aînés. D'autres ont manifesté le même désir.

Je ne sais pas si la situation à Poitiers constitue une exception, ou si elle est à peu près la règle générale. Il importe que les militants syndicalistes s'intéressent au sort des réfugiés espagnols de leur département.

Nous devons tâcher de suppléer au manque de vigilance du Comité d'accueil des Enfants espagnols. Différentes demandes d'hébergement d'enfants n'ont pas été satisfaites par ledit Comité.

Ce dernier ne doit pas s'occuper seulement de la répartition des enfants qui leur sont adressés, il doit aussi les chercher là où ils sont placés dans des conditions défectueuses et les confier aux camarades qui en ont fait la demande.

D'après les renseignements que nous avons, il y a en France environ 40.000 réfugiés espagnols, un grand nombre d'entre eux doivent certainement être légèrement habillés. Les amis et les abonnés de la *R. P.* devraient lui adresser des vêtements pour femmes et enfants, qui seront immédiatement envoyés à Poitiers, vu que nous connaissons pour l'instant ce centre.

Les camarades qui voudraient héberger un enfant, peuvent aussi s'adresser à la *R. P.*, qui ferait le nécessaire. Pour la région parisienne, le Syndicat du Gaz de Banlieue se chargera de l'arrivée de l'enfant à Paris.

C. Delsol.

La vérité sur le crime de Chamblandes

Le Comité d'enquête sur les procès de Moscou nous communique les renseignements suivants sur l'assassinat par les gens du Guépéou, sur le territoire suisse, d'un communiste d'opposition polonais. L'exportation du terrorisme stalinien qu'on avait déjà remarquée en Espagne gagne maintenant les autres pays. Va-t-on y mettre un terme, telle est la question qui se pose.

Le 4 septembre dernier, la police suisse découvrait à Chamblandes (canton de Vaud, Suisse), non loin de Lausanne, le corps criblé de balles d'un homme de trente-huit ans, porteur d'un passeport au nom de Herman Eberhardt. La publication des photographies de l'assassiné permit d'établir promptement sa véritable identité et la nature très spéciale de ce crime.

L'assassiné est un militant communiste polonais, Ignace Reiss, qui appartenait aux services secrets de l'Internationale Communiste. Au début de cette année, il avait donné aux communistes d'opposition hollandais, par l'intermédiaire de l'ancien député au Parlement de La Haye, H. Sneevliet, ami personnel de longue date, un avertissement précis sur la décision prise à Moscou d'user de « tous les moyens » contre les communistes antistaliniens de l'étranger. A la fin de juillet, il avait publié dans le *Nieuw Fakkel* d'Amsterdam une lettre aux dirigeants du Komintern et au gouvernement russe. C'était une lettre de rupture catégorique. Ignace Reiss écrivait : « J'ai commencé mon action de socialiste militant il y a 20 ans... j'ai derrière moi 16 années de travail illégal... maintenant, il s'agit de sauver le socialisme... je me suis tu devant trop d'assassinats, chargeant ainsi ma conscience d'une faute grave... j'aurais dû rompre avec vous le jour où le Père des Peuples a fait fusiller les Seize dans les caves de la Loubianka ». Reiss dévoilait que plusieurs fonctionnaires du Guépéou, dont les *Izvestia* venaient d'annoncer la décoration de l'ordre du Drapeau Rouge, étaient ainsi récompensés pour avoir participé aux exécutions des anciens chefs de la Révolution; décoré lui-même de l'ordre du Drapeau Rouge en 1928, pour services rendus à la Révolution, il renvoyait sa médaille « trouvant indigne de porter la même décoration que les bourreaux des hommes les meilleurs de la classe ouvrière de Russie ».

Ignace Reiss apprit bientôt que le Guépéou avait reçu l'ordre de le tuer. Il en informa ses amis et se réfugia en Suisse sous le nom d'Eberhardt.

Le crime fut minutieusement préparé. La police suisse a établi que cinq personnes au moins, qui ont aussitôt quitté le pays et dont plusieurs ont dû se réfugier en France, y ont participé. Une sixième comparse est arrêtée. L'auteur principal du crime est connu. C'est à la fois un agent secret du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et du Guépéou, Gertrud Schildbach, née Neugebauer, âgée de 43 ans, ayant longtemps habité Paris, résidant dernièrement à Rome, d'où elle fut envoyée en Suisse pour attirer Ignace Reiss au guet-apens. Gertrud Schildbach est de petite taille, de figure masculine, plutôt laide, grisonnante, portant lunettes, vêtue sans élégance. Elle parvint à retrouver Reiss, le visita la veille de l'assassinat, lui fit part de son projet de rompre également avec le stalinisme, l'invita à souper. Elle se trouvait avec lui quand il fut assailli, enlevé dans une automobile, criblé de sept balles, dont cinq à la tête. On a retrouvé dans la main de l'assassiné, qui s'est débattu, une poignée de cheveux de Gertrud Schildbach.

On a également trouvé, dans l'auto du crime, un pardessus portant une marque madrilène, ce qui pourrait faire supposer que les assassins d'Ignace Reiss appartiennent à l'organisation qui a fait disparaître en Espagne le leader marxiste Andrés Nin.

Schildbach s'est probablement réfugiée en France ou en Italie.

La police suisse possédant ses photographies il est peu probable qu'elle ait tenté de gagner l'URSS par voie de terre.

Les assassins, pour donner à l'avance le change à la police, avaient, le 26 août, adressé aux polices suisse et française une dénonciation extrêmement documentée contre Ignace Reiss tendant à faire passer ce communiste qui avait longtemps milité dans l'illégalité pour un criminel de droit commun.

Une enquête approfondie a été menée sur cette affaire par M. H. Sneevliet, directeur du *Nieuw Fakkel* d'Amsterdam, ancien député, qui a assumé, avec les amis politiques du défunt, l'entière responsabilité de ces informations.

Maurin vivant...

J. Maurin, l'héroïque animateur du POUM, dont l'exécution avait été annoncée par la presse fasciste il y a plusieurs mois, serait encore vivant. Les fascistes auront fusillé sous son nom une autre victime. Hélas! le vrai Maurin est lui aussi en danger de mort. Identifié par les phalangistes, en instance de Conseil de guerre, il est incarcéré à Sarragosse. Dans notre prochain numéro nous dirons les efforts faits pour défendre l'existence de ce remarquable militant; en attendant partout à l'œuvre au cri de : Sauvons Maurin!

Les écrits et les faits

ANTONOV-OVSEENKO, consul général de l'URSS à Barcelone, vient d'être nommé commissaire du Peuple à la Justice de la R.S.F.S.R. Il va donc quitter la Catalogne et rentrer... On sait que les membres du gouvernement de l'URSS disparaissent en série depuis quelques temps. Voici d'ailleurs, pour les dernières semaines, les nouvelles à peu près sûres : le président du Conseil de Russie Blanche, Goloded, collègue au pouvoir du président de l'Exécutif, Tcherviakov, s'est suicidé comme lui. Nous avons déjà commenté le suicide tout récent du président du Conseil d'Ukraine, Lioubtchenko. Les gouvernements des républiques Bouriato-Mongole, du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan et de Géorgie, viennent d'être épurés par de nombreuses arrestations probablement suivies d'exécutions. Il se confirme que Roudzoutak, membre du Bureau politique, bolchévik de la génération de Lénine, est en prison. Soulimov, président du Conseil de Russie jusqu'au début de cette année, également, à supposer, bien entendu, qu'il soit en vie. Des trois secrétaires du Bureau politique du P.C. d'Ukraine (constitué après les épurations de l'année dernière et la disgrâce de Postychev!) deux, Khataévitch et Popov, ont disparu. Un camarade arrivé de Russie me disait, il y a quelques jours : « Nous étions une douzaine à fêter le nouvel an à Moscou... Tous des fonctionnaires staliniens dont plusieurs avaient tout de même le droit de se dire de vieux révolutionnaires... Tous, dévoués au régime, malgré tout... Eh bien, tous ont disparu depuis dans les prisons, plusieurs ne sont certainement plus de ce monde... » — Eh bien, Antonov-Ovséenko va rentrer. Il sait ce qui l'attend. Nous aussi. Sa disparition n'est plus qu'une question de temps.

Il a un beau passé révolutionnaire : officier, il prit part à la mutinerie militaire de Novo-Alexandria en 1905. S'échappa de Russie, émigra, vécut à Paris. Bolchévik de 1917, membre du Comité révolutionnaire militaire qui, sous la direction de Trotski, fit l'insurrection d'Octobre; Antonov-Ovséenko dirigea l'assaut du Palais d'Hiver, où il entra le premier. Forma un peu plus tard une des premières armées rouges d'Ukraine. Fit la guerre civile dans ce pays, aux côtés de Piatakov (fusillé), Kotzioubinski (disparu, probablement fusillé), Eugénie Bosch (suicidée). De 1923 à 1927-28, compta, avec Racovski (disparu) et Piatakov (fusillé), ses amis, parmi les leaders de l'opposition de gauche. Représentant des Soviets à Prague et Varsovie; fut, dans la diplomatie, le collègue et le collaborateur de Racovski (disparu), Krestinski (disparu), Sokolnikov (emprisonné), Karakhane (disparu). En Espagne même, collabora avec Rosenberg, qui fut ambassadeur à Madrid, qui a disparu... C'est un vieux révolutionnaire, autrefois connu pour son courage personnel et son esprit d'opposition; dernier rescapé, par les hasards de l'Espagne en révolution, de plusieurs équipes de vieux-bolchéviks fusillés ou murés dans les oubliettes. Il s'inclina en 1928 devant Staline et s'est efforcé depuis de le bien servir; mais la plupart des massacrés et des emmurés en ont fait autant. Il écrivit, par ordre, cela va de soi, au lendemain de l'exécution des Seize une lettre inqualifiable contre ses anciens camarades d'opposition, dans laquelle, surenchérissant sur les proses délirantes de Radek et de Piatakov, il déclarait avoir toujours été prêt à les fusiller... Tenant compte de son passé, les inquisiteurs des Commissions centrales de Contrôle ne pouvaient pas lui en demander moins. Ces proses-là n'ont jamais sauvé personne jusqu'ici; le fait qu'on les exige d'un personnage suffit à prouver combien il est suspect : marqué pour une future charrette. — Pas un homme de cette génération ne peut être épargné. Tous, qu'ils le veuillent ou non, solidaires les uns des autres, tous également dangereux, malgré leurs turpitudes, pour la nouvelle bureaucratie, tous également conscients des crimes du Chef génial qu'ils feignent d'adorer avec une haine sans bornes et qui *doit*, dès lors, ordonner leur suppression...

Antonov-Ovséenko va rendre des comptes. Il n'a certes pas d'illusions sur la sale besogne qu'il a faite en Catalogne. La révolution russe vaincue à l'intérieur par la bureaucratie, les révolutionnaires qui, par faiblesse, myopie ou lâcheté politique se sont ralliés au stalinisme, ont tous cherché refuge et justification dans le patriotisme soviétique. Ils se sont dit : la réaction l'emporte pour longtemps, mais le pays soviétique demeure, avec ses assises nouvelles dans l'histoire (la propriété collective des moyens de production); la réaction passera, le régime évoluera; travaillons à lui doner un bon outillage, des écoles, une armée puissante; la bureaucratie ne nous empêchera tout de même pas de servir consciencieusement. (En quoi ils se trompaient : elle se soucie bien davantage de ses propres intérêts que de ceux du pays; et ses intérêts de caste dirigeante usurpatrice sont très vite devenus incompatibles avec la bonne gestion de la production, la bonne administration en général, le progrès de l'enseignement, l'existence même d'un haut commandement d'élite...) En Espagne, Antonov-Ovséenko n'a voulu servir que l'URSS et n'a servi en réalité que la bureaucratie stalinienne. Qu'importe, pensait-il sans doute, en comparaison des intérêts de l'URSS socialiste, avec ses 170 millions de citoyens, la perte d'une révolution espagnole, lointaine de par la géographie, lointaine de par son esprit, secondaire à tous égards, l'Espagne n'étant qu'une petite puissance? Staline poursuit là un triple dessein : empêcher la victoire de Franco, c'est-à-dire l'encerclement de l'alliée probable, la France; empêcher une révolution socialiste qui serait la source de trop de complications européennes et de complications sociales en Russie même; imposer enfin à la République espagnole une sorte de tutelle diplomatique et militaire. Le patriotisme de l'ex-révolutionnaire Antonov-Ovséenko s'accommodait fort bien de cette politique. Mais quel bilan va-t-il rapporter à ses chefs?

A l'actif : la mainmise stalinienne sur la police, la censure, le commandement; l'affaiblissement du prolétariat révolutionnaire (mort de Durruti, assassinat d'Andrés Nin, persécution du POUM, emprisonnement de plusieurs milliers de membres de la CNT); l'échec de la révolution commencée en juillet 36. Au passif : la victoire républicaine compromise, le front antifasciste déchiré, le gouvernement discrédité, les staliniens détestés par toute l'opinion avancée, de la bourgeoisie radicale à la FAI en passant par la gauche socialiste. Une crise sociale ouverte. Car on ne se sert pas impunément de certains moyens; on ne sacrifie pas impunément à des intérêts étrangers le salut d'une nation de travailleurs luttant pour la vie.

Le nouveau commissaire du Peuple à la Justice de la R.S.F.S.R., nommé à la place de Krylenko, destitué (et appelé lui aussi à disparaître) le sait, le voit, se sent perdu. Il rentrera pourtant : parce qu'il faut tenir le coup jusqu'au bout, une fois de plus; parce qu'en dix années de capitu-

lations de conscience, il a brûlé tous ses vaisseaux, usé tous ses ressorts, perdu toutes ses chances de salut; parce qu'il se cramponne à l'espoir de servir encore, contre toute probabilité, la patrie soviétique. Et puis, ceux qui ne rentrent pas viennent de recevoir un avertissement précis : le cadavre d'Ignace Reiss, haut fonctionnaire stalinien de l'avant-veille, courageusement passé à l'opposition en juin dernier, a été trouvé au bord du lac Leman, sous les fenêtres — en somme — du Palais de la S.D.N.

LA 3e CONFERENCE DES FEMMES SOCIALISTES s'est tenue il y a quelques jours à Paris... Elle a voté une excellente résolution de combat contre le fascisme qui « torture les femmes dans les prisons et les camps de concentration ». Elle n'a pas trouvé un mot de solidarité ou de protestation pour les femmes socialistes indéfiniment persécutées par le stalinisme. Eva Broïdo, menchévik, vouée depuis huit ans, après quarante ans d'irréprochable vie militante, à la prison et à la déportation dans les pires bleds sibériens; Alexandra Bronstein, bolchévik, disparue sous le cercle polaire, il y a des années, à soixante ans; l'exemplaire Marie Ioffé, dont le mari, grand diplomate soviétique, se suicida pour protester contre un régime déjà inacceptable en 1928, — dont le fils a succombé aux privations quelque part en Asie centrale, captive depuis bientôt neuf ans; Ida Choumskaya, Dora Zak, opposantes communistes; Marie Spiridonova, autrefois martyrisée par les cosaques du tsar, captive depuis 1918 (faites donc le compte des années, citoyennes!) parce qu'elle est socialiste-révolutionnaire de gauche; Zenzl Müsham, libertaire, veuve du poète Müsham assassiné dans un camp de concentration d'Allemagne, disparue elle-même depuis deux ans des prisons d'URSS; la femme d'Othello Gaggi, libertaire italien, déportée je ne sais où; Zossia Unschlicht et Boudzinskaya, vieilles militantes communistes disparues dans les prisons; Anita Roussakova, petite employée sans parti, emprisonnée et déportée parce qu'elle fut autrefois ma dactylo... Tant d'autres!... Et les veuves et les filles des innombrables fusillés, dites? Savez-vous, citoyennes, ce qu'elles deviennent?

Comment comprendre ce silence des femmes socialistes? Personne ne peut plus ignorer aujourd'hui ce qui se passe là-bas. Trouvent-elles donc que *c'est bien*, que ces proscriptions et ces férocités conviennent au socialisme? Il faudrait avoir le courage de le dire. Je crois plutôt qu'elles ont, pour la plupart, mauvaise conscience de ces crimes, mais s'imaginent faire de bonne politique en ménageant les puissants de l'heure, — et les staliniens sont puissants. Ce que ces ménagements, qui constituent en réalité des abdications morales, coûtent au mouvement ouvrier, on ne le voit que trop. Les socialistes d'Occident, qui acceptent chaque jour un peu plus de subir la loi des fusilleurs de la classe ouvrière russe, sont acheminés vers le plus triste suicide politique.

VICTOR SERGE.

L'espionnite en Russie

Les données suivantes sur la panique qui règne dans les milieux dirigeants russes devant le travail des espions réels ou imaginaires caractérisent l'état de tension et de crise que traverse le régime dit « soviétique ». C'est aussi une preuve indirecte de la méfiance des bureaucrates staliniens ne pouvant plus compter sur l'aide spontanée et permanente de la population ouvrière pour combattre les agents de l'impérialisme étranger. Elles ont été puisées dans les *Izvestia* du 17-8-37 :

Supposons que deux fonctionnaires de l'Etat se partagent un appartement. L'un d'eux, est un homme honnête et vraiment dévoué à son pays; l'autre n'est honnête et dévoué que dans ses discours. Ses paroles sont en désaccord avec ses actes, mais il camoufle toujours cette contradiction. Le premier constate que le second mène un train de vie dépassant ses revenus. Ses dépenses visiblement sont supérieures à ses rentrées légitimes.

La question se pose de savoir à quelles sources il puise pour combler le déficit. Un homme qui n'est pas réellement vigilant, et qui n'observe pas les principes en bolchévik, bavardera à ce sujet avec sa femme et s'en tiendra là. Un véritable citoyen de son pays, après avoir trouvé les raisons de ses soupçons, en informera les organismes compétents.

...En passant le matin devant les édifices de nos administrations, il n'est pas rare de trouver des écrits à moitié brûlés. Ce sont les femmes de peine qui brûlent les papiers jetés au panier par les fonctionnaires responsables. Pourtant au lieu de détruire ces écrits elles les diffusent, car les personnes qui auraient dû y penser, ont « oublié » d'installer des treillis dans les cheminées.

Souvent on « oublie » chez nous de pulvériser les cendres des écrits brûlés, perdant de vue que ces cendres sont aussi un document précieux pour un espion. Tout ce qui était écrit sur le papier brûlé peut être aisément reconstitué, si les cendres n'ont pas été émiettées. Il arrive encore ceci : toutes les précautions ont été prises et pourtant quelque espion apprend néanmoins le contenu exact du document. Comment cela? Il se trouve que l'homme qui l'avait écrit l'a tamponné avec un papier buvard, qu'il n'a pas songé à détruire. Ce buvard tombe entre les mains d'un espion, qui d'après l'empreinte parvient à rétablir le texte invisible du premier coup d'œil. Si le document est écrit au crayon, on « ne remarque » pas parfois que sur les feuillets suivants du bloc-notes restent des traces du texte...

Il faut en finir avec l'habitude nuisible des amateurs de photos apportant dans les locaux de service des appareils photographiques et s'occupant de photographie à l'intérieur de ces locaux. Pareilles habitudes font le jeu des espions et des traitres, car elles facilitent leur activité criminelle et empêche de combattre ces espions.

...Récemment certains organismes de notre milice, voulant rendre leur besogne plus aisée, ont décrété qu'obligatoirement les autocamions porteraient sur les bords de leur carrosserie le nom de l'institution à laquelle appartient le véhicule. En agissant ainsi on perdait de vue que pareille disposition convenait plus encore aux espions qu'à la milice.

...Les listes de locataires affichées près des portes dans la rue ne font que faciliter l'activité des voleurs et des espions se renseignant sur tel ou tel autre locataire.

Le lecteur tiendra compte de ce qu'en Russie toute usine est administration d'Etat et que les *Izvestia* sont le journal officiel du gouvernement russe.

L. N.

CONTRIBUTION A UN DÉBAT FONDAMENTAL

Comment abattre le fascisme ?

L'auteur de l'article qu'on va lire est un ami de longue date de la R. P. *Nous connaissons sa sincérité, sa probité. Sans cela, nous n'aurions pas publié son article.*

Rencontré par l'un de nous aux vacances de l'an dernier, il lui exposa son point de vue sur la guerre au cours de longues promenades. En conclusion de chacune de ces discussions passionnées, il disait : « La R. P., *malgré le sentiment de liberté qui l'anime depuis sa fondation, ne voudra pas publier mes idées sur la guerre et sur notre attitude à son sujet. »*

Celui d'entre nous avec qui il discutait lui répondit : « Et pourquoi pas? A la R. P., *nous n'avons peur d'aucune idée. »*

La promesse est aujourd'hui tenue. Nous n'avons pas changé un mot à l'article de notre camarade. Mais nous prions instamment nos lecteurs de ne considérer cet article que comme une contribution individuelle au débat fondamental sur la guerre ouvert dans tout le mouvement ouvrier. Personne ne pourrait, d'ailleurs, penser qu'il représente l'opinion du « Noyau » de militants qui rédigent la R.P.

Au surplus, n'est-il pas utile que le point de vue des « néo-guerriers », des « renaudeliens 1937 », soit exprimé sans fard?

⁂

Maintenant que le fascisme allemand a répudié le traité de Versailles et que le pangermanisme menace à nouveau d'envahir le monde, il n'est peut-être pas inutile de faire le point de la situation pour essayer d'expliquer les causes et les circonstances qui aboutirent, dix-neuf ans après le grand massacre, à la renaissance du germanisme et de sa puissance militaire pour la destruction desquels des millions de pauvres bougres ont payé de leur vie. Sacrifices inutiles s'il en fut, car nous voici à nouveau devant une guerre imminente, entre les mêmes adversaires d'hier, tout comme si la guerre de 1914-1918 n'avait jamais eu lieu.

Cependant, pour mieux comprendre les événements et afin de mieux expliquer les mobiles qui pousseront vers la nouvelle conflagration, il est indispensable de faire un petit retour en arrière, passer en revue les faits qui marquèrent les dernières années précédant la guerre mondiale, et qui aboutirent à l'effondrement du socialisme européen.

Effondrement imprévu, mais non inexplicable du socialisme international

Disons donc tout de suite que l'erreur fondamentale du socialisme européen n'est pas, à notre avis, le fait d'avoir fait l'union sacrée une fois la mobilisation décrétée. Certes, l'effondrement lamentable du socialisme fut un rude coup pour ceux qui avaient cru en l'internationalisme ouvrier, mais à vingt-trois années de distance des tragiques journées d'août 1914 on comprendra mieux l'adhésion totale du mouvement socialiste à la guerre. Certes, un socialisme conscient, un socialisme intelligent et clairvoyant aurait pu, en faisant une pression continue sur les gouvernements empêcher que la guerre éclate; mais il aurait fallu pour cela un socialisme moins romantique, moins théâtral, et un peu plus réaliste. Un tel socialisme ne se serait pas contenté, par exemple, du slogan encore en vogue aujourd'hui qui suppose qu'il suffit de décréter la grève générale à la mobilisation pour éviter la guerre. Hélas, à cette époque, on le croyait ferme, de même qu'on crut qu'il suffisait de proclamer dans les écrits et dans les réunions l'inanité du sentiment national et la vertu de l'internationalisme pour que, la guerre déclarée, l'internationalisme joue. Or, si l'internationalisme verbal est chose facile, le mettre en pratique est une autre question, surtout à la veille d'une guerre. D'un internationalisme véritable, il n'y avait pas la moindre trace avant la guerre, car s'il en avait été autrement il se serait manifesté bien avant la guerre et la mobilisation n'aurait peut-être jamais eu lieu. Mais au point où en étaient venues les choses en août 1914, il ne fallut plus compter sur le miracle de la solidarité internationale. N'ayant pas joué en temps de paix, n'ayant pas été capable d'imposer sa volonté à ses gouvernements, le socialisme ne put faire que ce que il ferait encore dans de semblables circonstances : faire cause commune avec les gouvernements de chaque pays, à qui il avait laissé l'initiative d'agir, contre les gouvernements ennemis. C'est ce qu'on fit des deux côtés de la frontière. Le sentiment national prévalant sur l'internationalisme, les mouvements socialistes nationaux des pays belligérants s'abandonnèrent entièrement à la défense du sol natal et évitèrent soigneusement de parler des beaux serments faits jadis; en effet, la moindre allusion à la grève générale aurait pu être considérée comme un acte de trahison vis-à-vis de son pays et aurait pu être favorable à l'ennemi. Rien n'illustre mieux cet état d'esprit qui s'était emparé du socialisme à la veille de la guerre que la mémorable entrevue qu'eurent, à Bruxelles, quelque temps avant la mobilisation, Jouhaux et Legien, respectivement secrétaires du mouvement syndical français et allemand.

Voilà deux hommes particulièrement qualifiés pour parler de l'application de la grève générale et qui, une fois vis-à-vis l'un de l'autre ne trouvèrent pas mieux que de ne pas en parler ou tout au moins de le faire en des termes très vagues. On lira, à cet égard, l'intéressant livre de Rosmer : « Le Mouvement ouvrier pendant la guerre », qui devrait être dans toutes les mains. Dans ce livre, l'entretien de Bruxelles tient une grande place; il en est même, à mon avis, le point capital, car il illustre mieux que tout autre fait l'immense illusion que l'on s'était faite sur l'internationalisme ouvrier et sur la conscience du mouvement socialiste. Rosmer a bien tenté de trouver une excuse pour cette entrevue manquée, mais il n'y a pas réussi. Le malaise qui présidait à la rencontre de Jouhaux-Legien avait d'autres raisons que celles énoncées par Rosmer. Il provenait, à mon avis, du fait de l'imminence de la guerre que chacun sentait proche, de leur impuissance à en éviter l'éclatement, de la position que chacun était dès lors obligé de prendre. Bref, il n'y avait plus à Bruxelles que deux hommes : un Français et un Allemand.

Ce qui suivit ne fut donc que l'aboutissement naturel de l'impuissance du socialisme — la guerre était là et il fallait la faire — et des deux côtés de la barricade on se battit avec un égal courage; les uns pour sauvegarder les intérêts du vieux lion repu dont ils avaient accepté le régime, les autres pour satisfaire les désirs du jeune loup affamé. Et

ce fut l'atroce guerre, tombeau de l'internationalisme verbal, mais berceau du chauvinisme socialiste.

Notons en passant les tentatives qui furent entreprises en faveur de la paix, notamment les conférences de Stockholm et de Zimmerwald, efforts qui restèrent sans effet réel sur l'évolution de la guerre. Tant que les deux partis adverses étaient en mesure de se battre il ne fallait pas escompter une issue heureuse à toute tentative de paix.

Passons rapidement sur le reste. Battue militairement et profondément ébranlée à l'intérieur l'Allemagne demanda l'armistice. Traité de Versailles, traité de Trianon et ce fut la paix, la démobilisation. Les soldats, vainqueurs et vaincus, rentrèrent, harassés, écœurés et déposèrent leurs armes. Or, et nous arrivons maintenant à ce que je voudrais appeler « le grand drame du socialisme européen », c'est là que se situe la grande erreur du socialisme international. N'étant pas parvenu à éviter la guerre, et nous avons vu pourquoi, il aurait dû au moins saisir l'occasion que lui offrait la fin de la guerre, exploiter la situation favorable que créa la démobilisation, profiter de l'atmosphère opportune et de la tension qui s'empare de la masse à la fin d'une guerre. Or, que firent les socialistes à la fin de la guerre ? Après s'être battus de leur mieux, souvent devenus chauvins, ayant fait la guerre sans autre but que d'abattre le germanisme, ils se trouvèrent, à la fin du conflit mondial, totalement intégrés dans le nationalisme allié. L'idée socialiste était repoussée en deuxième place alors qu'elle aurait dû être au premier plan. Et si elle se manifesta çà et là timidement ce ne fut que pour rafistoler les organisations fortement ébranlées par la guerre et pour recréer les mêmes illusions déjà condamnées par l'histoire. Pour le reste, on ne demandait qu'une chose : la paix. On rentra chez soi, le cœur bien un peu triste, mais dans le fond content de s'en être tiré.

La révolution russe avait bien donné de l'espoir mais cet espoir fut tout sentimental ne déterminant aucun progrès réel du socialisme. On abandonna aux Poincaré, Clemenceau, Tardieu le soin d'organiser la paix — sous prétexte que cette paix devait fatalement être capitaliste — et on toléra même une Chambre bleu-horizon.

Dans les pays vaincus la situation ne fut guère plus brillante. La jeune République allemande avait bien donné de l'espoir, mais ce fut de courte durée; car à peine installée au pouvoir elle fit appel aux anciens officiers de l'armée impériale pour briser le mouvement Spartacus. Et alors, petit à petit, ces officiers revanchards prirent les places dans les postes dirigeants; la République, sous l'envahissement des anciens militaires, s'orienta de plus en plus vers une politique de revanche. Et le socialisme, ou plutôt, les socialistes, furent de plus en plus absorbés; d'une part ils voulaient, tout en s'affichant socialistes, mais en même temps désireux de reconstituer l'ancienne grandeur germanique, ménager la chèvre et le chou; d'autre part parce que la clique militaire, revancharde comme les socialistes, mais pas entravée comme eux par la doctrine socialiste et bien plus énergique, les chassa de toutes les positions. Petit à petit, l'ancienne puissance germanique se reconstitua; l'égalité politique dans le sens bourgeois du mot se dessina de plus en plus et c'est enfin Hitler qui, brûlant les étapes, accomplit ce qui restait à faire. Et nous voici aujourd'hui en face d'une Allemagne quasi prête à la revanche.

Comment cela a-t-il pu être sans qu'aucun obstacle fût opposé de la part des pays vainqueurs?

Pour comprendre cela plusieurs explications s'offrent, mais qui ont toutes une origine commune. Nous les examinerons dans le chapitre suivant.

Le traité de Versailles

D'aucuns expliquent la renaissance de la puissance germanique par l'extrême rigueur du traité de Versailles à l'égard de l'Allemagne vaincue, poussant celle-ci à la revanche; d'autres prétendent que c'est justement la mansuétude vis-à-vis de l'Allemagne qui permit à celle-ci de se reconstituer.

Voyons les arguments des premiers. Ceux-ci expliquent la renaissance du germanisme et l'avènement de Hitler par le traité de Versailles, cause, selon eux, de la grande crise économique qui secoua l'Allemagne et qui détermina l'orientation de celle-ci vers sa renaissance militaire et vers le nazisme. Or, quelle était, au juste, la répercussion du traité de Versailles sur l'ensemble de l'économie allemande ? Certes, le découpage arbitraire en petits Etats de l'Allemagne priva celle-ci de débouchés non négligeables et la força, dans une certaine mesure, à se replier sur elle-même; mais ces faits étaient-ils suffisants pour déterminer la crise économique ? N'existait-il pas, à cette époque, d'autres débouchés, faciles à conquérir, notamment la Russie avec laquelle l'Allemagne aurait pu, par des traités commerciaux, reconstituer son économie préalablement réorganisée ? Mais chacun sait que la social-démocratie, dans son ensemble, était hostile à la révolution russe, et qu'elle a toujours cherché, au lieu d'une nouvelle orientation et réadaptation de son économie et de son régime politique, la reconstitution de l'ancien empire germanique. Une Allemagne privée de soucis militaires et de toutes les charges qui en découlent aurait très bien pu économiquement se réorganiser sur des bases nouvelles. Elle a préféré suivre l'ancienne voie et les méthodes chères au capitalisme classique.

Supposons cependant un instant que l'effondrement économique et l'avènement final de Hitler furent causés par le traité de Versailles. Comment se fait-il donc que les pays vainqueurs, donc bénéficiaires du traité de Versailles, aient eu et ont encore des crises économiques pour le moins aussi graves que celle de l'Allemagne ? Comment explique-t-on par exemple le fait qu'un pays comme les Etats-Unis ait évolué, malgré une crise effroyable, vers une démocratie plus grande et plus humaine, alors que l'Allemagne, dans des conditions économiques identiques, s'est jetée dans les bras du fascisme ? Il y a là peut-être des mobiles que la dialectique économique marxiste est incapable d'expliquer et qui mériteraient une étude spéciale. Contentons-nous de constater que les crises économiques n'expliquent rien, sinon qu'elles déterminent de grands mouvements sociaux sans en déterminer le sens. D'après le thème marxiste, les masses allemandes auraient dû évoluer vers le socialisme, car toutes les conditions économiques et sociales leur étaient favorables. Or, c'est exactement l'opposé qui s'est produit. Affaire de culture, peut-être ! Mais... dira-t-on, ce n'est pas la crise économique seule qui jeta le peuple allemand dans les bras du fascisme. Il y avait encore les sommes formidables qu'il dut payer en guise de réparations et qui, accrochées au corps du peuple allemand telles des sangsues, lui enlevèrent toute force vitale.

Or, chacun sait que ces payements n'ont pour ainsi dire jamais été effectués. Comme tout commerçant incapable de payer ses dettes, l'Allema-

gne a commencé à faire faillite, se déclara insolvable et la stupide occupation de la Ruhr, décidée par Poincaré afin de forcer l'Allemagne à tenir ses engagements, ne fit que précipiter la débâcle financière du Reich. Ce furent ensuite les multiples arrangements destinés à couvrir d'abord l'échec de la partie financière du traité de Versailles et à faire croire aux futurs souscripteurs des emprunts que l'Allemagne allait recevoir (au lieu de verser!) à la solvabilité de celle-ci, et qui eurent pour nom : le plan Dawes, l'emprunt Young, le moratoire Hoover, et qui sont tous morts de mort naturelle.

D'ailleurs, si l'Allemagne ne paya pas les Alliés, l'Angleterre et la France ne firent pas mieux et ont cessé depuis longtemps de payer leurs dettes à l'Amérique et sans avoir eu besoin pour cela de recourir au fascisme.

Notons en passant que la France qui perdit la guerre de 1870 paya intégralement les sommes exigées par le vainqueur, connut même une ère de prospérité et conserva son régime démocratique. Alors ? On voit donc en quoi consistent les arguments des nazis et de leurs confrères de chez nous quand ils prétendent expliquer l'avènement du fascisme allemand. C'est, chez les premiers de la plus basse démagogie, chez les seconds la plus parfaite ignorance des faits.

Reste encore l'argument des nationalistes allemands séparés brusquement et arbitrairement de leur Etat-mère. Avouons tout d'abord que nous considérons la création d'une multitude d'Etats minuscules comme parfaitement stupide et il fallait vraiment être un orgueilleux Clemenceau, un borné Poincaré, un enragé Lloyd George pour faire une besogne pareille.

Cela dit, voyons maintenant en quoi la restitution des anciens territoires allemands à la mère patrie pourrait contribuer à l'affaiblissement du nazisme. Prenons, pour cela, l'exemple bien récent du retour de la Sarre à l'Allemagne, Est-ce que ce retour d'une partie du peuple allemand à la mère patrie a eu pour résultat une régression du nazisme ? N'est-ce pas plutôt le contraire ? Le succès nazi dans le plébiscite de la Sarre, où nous avons vu un peuple opter délibérément pour la tyrannie fasciste, est là pour nous convaincre du danger que courrait le socialisme international si l'on s'avisait de restituer à l'Allemagne nazie ses anciens territoires. Rendre aux nazis les territoires perdus à la suite de la guerre, c'est renforcer le prestige nazi, c'est grossir les rangs des ignobles racistes, c'est accroître le nombre des pourvoyeurs des camps de concentration. C'est, en un mot, le plus dangereux service que l'on pourrait rendre au socialisme international. Car, c'est cette considération qui doit être notre seul et unique critère. L'excuse qu'invoquent certains camarades pour justifier le goût morbide dont ont fait preuve les Sarrois qui sont, selon eux, avant tout « Allemands » est inadmissible dans la bouche d'un socialiste et indigne de figurer dans notre tactique. « Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes » est un dogme dangereux et historiquement condamné par les faits et nous pourrions même nous réjouir de ce que le traité de Versailles, sans le vouloir naturellement, ait pu et peut encore soustraire certains territoires à l'influence du nazisme barbare.

Donc, nous avons vu dans cette courte revue, nécessairement incomplète, ce que valent les arguments des « reviseurs » du traité de Versailles. D'ailleurs, ceux-ci vont se trouver à présent fort embarrassés maintenant que la source de leur argumentation — le diktat — se trouve actuellement supprimée. Naturellement, ils trouveront autre chose, soyons-en sûrs. Mais, passons !

La deuxième variété, et de loin la moins intéressante, explique la renaissance de l'empire germanique et l'avènement de son agent actuel — le nazisme — par la mansuétude dont firent preuve à l'égard de l'Allemagne vaincue les rédacteurs du Traité de Versailles.

Nous trouvons parmi eux les pires réactionnaires, les hommes les plus bornés, les plus féroces et pour qui une seule solution s'impose : rayer l'Allemagne de la carte géographique. Abandonnons ces tristes messieurs à leurs vieilles rancunes et arrêtons-nous maintenant à un troisième groupe, infiniment petit encore et très clairsemé dans le monde. Ce groupe, à peine quelques individus, ne faisant partie d'aucun groupement officiel, émet un autre point de vue et explique la renaissance de l'empire germanique et du nazisme par le raisonnement suivant :

Comme la premiere tendance, décrite ci-dessus, il regrette l'humiliant traité imposé à l'Allemagne vaincue, mais il n'admettra jamais que cette humiliation serve de tremplin à la revanche, la revanche dans le sens bourgeois du mot, s'entend. Une telle idée ne saurait germer dans l'esprit d'un socialiste et jamais nous ne l'admettrons ni ne la défendrons. Mais, et nous touchons-là le fond du problème, nous regrettons également l'absence dans le traité de Versailles de toute garantie contre le pangermanisme qui fut l'enjeu même de la guerre et dont il fallait éviter à tout prix la renaissance. Or, à cet égard, le traité de Versailles ne fut pas assez dur. Au contraire, il laissa à l'Allemagne la Reichswehr, embryon de sa future renaissance militaire et de la revanche, noyau du néo-pangermanisme.

C'est là, à notre avis, le fait fondamental qui facilita la reconstitution de l'empire germanique. Ce n'est donc point la rigueur du traité de Versailles à l'égard du germanisme impérialiste qui fut la cause de l'éveil germanique mais la faiblesse des garanties que le diktat devait appliquer et qui fait que nous nous trouvons aujourd'hui à nouveau devant l'alternative — vieux lion repu ou jeune loup affamé —, le premier encore démocratique mais le second bien plus agressif et agent d'une civilisation bien plus barbare que celle d'hier, entre lesquels nous devrons choisir. Un peu moins de rigueur en ce qui concerne les obligations économiques et financières (qui d'ailleurs se sont avérées inapplicables) mais beaucoup plus de fermeté à l'égard de la clique militaire et d'une éventuelle renaissance du pangermanisme, telles auraient dû être les préoccupations des rédacteurs du traité de Versailles. On a fait le contraire malheureusement. Cette absence de compréhension tient à plusieurs choses. D'abord, au manque de clairvoyance de ceux qui composèrent le traité et aussi peut-être à leur désir de ne pas trop favoriser la jeune République allemande; cela aurait pu entraîner les peuples vainqueurs à une solidarité dangereuse. Il fallait, selon eux, laisser à l'Allemagne les moyens de se défendre contre une démocratie trop avancée, et on laissa à cette fin la Reichswehr mais on créa, en même temps, les germes de la revanche. Ce raisonnement, pour stupide qu'il paraisse, n'en est pas moins dans la ligne de la réaction et ce n'est donc pas d'eux que nous aurions pu espérer un traité plus juste et plus intelligent. Non, il aurait fallu que la partie la plus consciente des peuples vainqueurs, c'est-à-dire le socialisme, participât à la rédaction du traité de Versailles, que les

organisations socialistes, ayant flanché à la déclaration de la guerre, eussent conservé suffisamment de sang-froid pour participer, une fois la guerre terminée, à l'organisation de la paix, s'assurer que la victoire fût durable, profiter des circonstances que le destin avait mises entre leurs mains.

Hélas, honteux de sa défaite en 1914, le mouvement socialiste, sans doute pour tenter d'effacer son échec d'hier, ne trouva pas mieux que d'en ajouter un autre, impardonnable celui-là, et se désintéressa de la paix au lieu d'imposer sa volonté (il en avait matériellement les moyens, étant armé) et d'arracher d'abord pour soi-même des conquêtes durables et en même temps des garanties d'existence pour la jeune République allemande. Si une telle idée avait pu être tenue vivante pendant la guerre, le socialisme aurait pu, à l'armistice, créer des conditions favorables à son développement et assurer, sinon sa propre existence au moins celle de la démocratie tout court; nous n'en serions pas aujourd'hui à la veille d'un nouveau conflit. Hélas, après avoir arraché la victoire pour leurs maîtres (et aussi un peu pour eux-mêmes mais ceci dépasse le cadre de cet article) les socialistes des pays vainqueurs se contentèrent de se laisser gouverner par un quelconque Tardieu ou Lloyd Georges leur laissant le soin de consolider la victoire et... on sait le résultat. Dix millions de morts, autant de blessés, pour revenir au point de départ de 1914 : le vieux lion toujours repu, le jeune loup toujours affamé mais plus redoutable que jamais. Est-ce cela qu'attendaient les socialistes de 1918 lorsqu'ils se désintéressaient du traité de Versailles ou y collaboraient comme des chauvins ?

Il ne nous reste plus qu'à examiner pourquoi les socialistes, ayant raté les possibilités que leur offraient l'armistice et l'immédiat après-guerre, ne s'inquiétèrent pas davantage, dans les années qui suivirent la guerre, de la renaissance du pangermanisme et de son aboutissement final, le nazisme.

Le cancer pacifiste

Parallèlement au désintéressement complet du mouvement socialiste en ce qui concerne l'organisation de la paix — la paix capitaliste comme on disait — un fort mouvement de pacifisme déferla sur le monde. D'abord sincère et, en quelque sorte, aboutissement logique des horreurs de la guerre, ce mouvement tourna rapidement en mystique, une littérature très abondante vint au secours de cette croyance nouvelle qui, après avoir débuté chez quelques intellectuels et littérateurs, finit par envahir et gangrener dans toutes ses nuances le mouvement socialiste entier. La paix devint l'unique souci de tous les hommes d'Etat, qui, de gauche ou de droite, la sauvèrent et la sauvent encore au moins une fois par semaine. Peu leur importe de quelle nature elle est faite et ce que nous devons subir pour qu'elle soit, pourvu que nous l'ayons. Cette mentalité, rappelant le tolstoïsme et la gifle sur la joue de Jésus, fait encore aujourd'hui des ravages dans les rangs socialistes. Rien n'illustre mieux cet état d'esprit d'où toute dignité humaine est bannie, que l'expression désormais tristement célèbre : « Plutôt la servitude que la mort » prononcée par un délégué à un congrès syndical. Comment une telle pensée, si contraire à tout progrès social, a-t-elle pu naître dans le cerveau d'un homme certainement intelligent ? Comment cet homme a-t-il pu oublier le seul critère valable pour sa dignité et qui consiste pour l'homme conscient à se poser cette question : pour moi l'essentiel n'est pas que je vive : c'est comment je vis ! Malheureusement, cet homme, qui avait au moins le courage de dire tout haut ce que d'autres pensent tout bas, n'est pas seul. Les victimes du pacifisme mal compris sont légion; on trouve leur expression politique dans l'étrange mansuétude vis-à-vis du nazisme naissant. Ces pacifistes ne se rendent pas compte que leur pacifisme a été jusqu'ici le meilleur auxiliaire du fascisme international.

A chaque nouvelle avance des fascistes, ces pacifistes agitent le spectre de la guerre, en décrivent, une fois de plus, les horreurs et... le fascisme en profite et marque le coup. Et cela continuera jusqu'au jour où Hitler aura conquis l'Europe entière, sans guerre s'il le peut car, n'oublions pas, Hitler aussi est pour la paix pourvu qu'elle soit fasciste. Mais cela est peu probable car quoique le pacifisme soit très tenace, il arrivera un moment où, devant la menace fasciste, les hommes qui tiennent encore à leur individualité prendront les armes et les pacifistes inguérissables auront beau crier, nous abreuver des atrocités en perspective, les hommes passeront outre. Car, et cela est heureux pour l'humanité, les hommes ont la faculté d'oublier comme ils ont la faculté de se souvenir. Si atroces qu'aient pu être les horreurs de la guerre, les hommes finissent par se les assimiler puis par les oublier. Si il n'en était pas ainsi, le monde serait un immense asile de fous. Quant aux jeunes, n'ayant pas connu la guerre et ses abominations, on finit, à force de répéter les atrocités, par éveiller chez eux une curiosité malsaine qui va à l'encontre du but poursuivi. L'homme est fait ainsi et tous nos raisonnements n'y pourront rien. Peut-être la psychologie nous donnera-t-elle un jour la clef de l'énigme.

Quoi qu'il en soit, et quelle que soit la nature de la mystique pacifiste, elle nous a déjà valu jusqu'ici (c'est Jouhaux que je cite) : 1° l'aventure italienne en Ethiopie; 2° la remilitarisation de l'Allemagne; 3° la réoccupation de la Rhénanie; 4° la guerre en Espagne. Car, que l'on ne s'y trompe pas, si l'on s'était opposé à la conquête de l'Ethiopie, avec ou sans l'aide de la Home Fleet et en risquant la possibilité d'une guerre, il est hors de doute que la guerre d'Abyssinie n'eût jamais eu lieu, que l'Allemagne nazie n'eût jamais réoccupé la Rhénanie et on eût pu économiser l'atroce guerre d'Espagne (que certains s'obstinent encore à appeler guerre civile), et que le fascisme mondial aurait peut-être reçu un coup mortel avec, comme réaction naturelle, un renforcement de la démocratie européenne. Au lieu d'agir ainsi, on s'est laissé prendre au chantage des fascistes qui, marquant coup sur coup, ont fini par atteindre un potentiel militaire capable de tenir tête à n'importe quelle armée alors qu'un peu de fermeté de notre part aurait suffi à faire reculer les fascismes et ainsi économiser une guerre. Malheureusement, la mystique pacifiste a tellement atrophié les facultés intellectuelles de l'homme que le simple bon sens ne lui est plus accessible. Aussi devient-il, à chaque nouveau pas en avant des fascismes, plus pacifique encore et ne se rend pas compte combien son attitude favorise et hâte la conflagration prochaine.

Abandonnons maintenant le pacifisme le plus répandu et de nature sentimentale et examinons une autre catégorie de pacifistes, ceux-ci constituant une variété assez répandue dans le milieu de notre *R. P.* Il s'agit des pacifistes doctrinaires.

ceux qui en aucun cas ne feront l'union sacrée avec leur bourgeoisie nationale. Ces camarades sont tous, sans exception, de farouches antifascistes, capables et prêts à se faire trouer la peau quand il s'agit de se battre contre le fascisme national. Qu'il y ait, parmi ces fascistes, d'authentiques prolétaires, peu leur importe; ils fonceront dans le tas et ce n'est pas moi qui leur en ferai grief. Seulement, dès qu'il s'agit de se battre avec des fascistes internationaux, ces mêmes antifascistes se cantonnent dans une passivité inexplicable, attitude qu'ils tentent cependant de défendre de la manière suivante : un prolétaire français et fasciste demeure, selon leur interprétation, un fasciste; mais dès qu'il s'agit d'un fasciste appartenant à une autre nation que la leur, c'est un pauvre prolétaire trompé par ses maîtres. Cette distinction entre un fasciste national et international m'a toujours choqué car je ne vois pas en quoi un prolétaire de chez nous, coupable d'adhérer au fascisme, est plus condamnable qu'un prolétaire d'un autre pays ayant adhéré, lui aussi, au fascisme. Leur raisonnement revient, sans qu'ils s'en doutent, à une sorte de nationalisme, qui tend à excuser tout ce que peuvent faire les prolétaires des autres nations. Or, chose étrange, c'est nous, en ne faisant pas de distinction entre un fasciste français ou allemand qui faisons, selon eux, figure de nationalistes.

Une autre raison encore empêche les pacifistes doctrinaires de se battre contre les nazis. C'est qu'ils sont prisonniers d'une formule aussi abstraite et aussi dangereuse que celle citée plus haut, formule qui consiste à dire ceci : « Dans n'importe quelle situation, l'ennemi politique N° 1 est toujours chez nous ». Or, quel camarade français, ayant conservé sa faculté de jugement, comparant la démocratie française, si exécrable qu'elle soit, au régime nazi, avec sa barbarie, la saloperie du racisme, ses camps de concentration, nos camarades tués à coups de hache, etc., etc., oserait prétendre que l'ennemi N° 1 est chez nous ? Quel est le camarade qui refuserait son aide au gouvernement français au cas ou celui-ci se trouverait aux prises avec la barbarie nazie ? Qui voudrait faire le jeu des nazis? Car c'est à cela que revient l'attitude des camarades qui refuseraient leur aide aux gouvernements démocratiques sous le fallacieux prétexte de ne pas vouloir faire le jeu de leur bourgeoisie, un sentiment qui finit très souvent par idéaliser celle d'en face.

« Nous n'avons pas changé ! » Telle est la phrase que l'on peut souvent lire dans la *R. P.* Méritoire, en effet, quand il s'agit d'affirmer sa foi dans le socialisme, dangereuse sur le plan politique. Le monde a beaucoup changé depuis la guerre; la culture a beaucoup régressé et le danger fasciste, que personne à la fin de la guerre n'aurait cru possible, est là et tend à étouffer dans ses tentacules venimeux la démocratie européenne et partant la possibilité du socialisme. Rester impassible devant un tel danger, comme le préconisent certains collaborateurs de la *R. P.* prétendant que cela ne nous regarde pas, c'est méconnaître le danger réel qui menace le monde, c'est faire œuvre néfaste à l'égard de la lutte socialiste. Loin de nous désintéresser du fascisme étranger sous prétexte que nous avons chez nous aussi des fascistes, nous devons, au contraire, suivre pas à pas l'évolution du fascisme international, lui livrer bataille à tout moment. De lourdes tâches nous incombent. Nous essayerons de les expliquer dans le dernier chapitre.

Nos tâches

Dans le chapitre précédent nous avons essayé de démontrer comment le pacifisme loin d'avoir réussi à détendre la situation internationale et partant, le danger de guerre n'a fait qu'aggraver celle-ci, à tel point que nous nous trouvons actuellement dans une situation où le moindre incident peut embraser le monde. Cette course à la catastrophe que les hommes réalistes sentent chaque jour de plus en plus vertigineuse et dont le dynamisme fatal saute aux yeux de ceux que le pacifisme croupissant n'a point aveuglés, cette chute vers la folie collective impose au socialisme une lourde tâche mais une tâche que lui seul devra et pourra accomplir : celle de sortir enfin de son pacifisme défensif, mais vain et de prendre hardiment la tête d'un pacifisme offensif, un pacifisme qui ose se montrer et s'affirmer et qui, par son courage et même par des sacrifices saura s'imposer par *tous les moyens* à ceux qui voudraient troubler la paix du monde. Un pacifisme donc non stagnant et lâche mais un pacifisme fort, vigilant, prêt à passer immédiatement à l'offensive et, lâchons le mot, à se battre pour s'imposer aux fauteurs de guerre.

Ce pacifisme « batailleur » pourra paraître peut-être paradoxal aux yeux de certains camarades qui ne regardent que les mots au lieu d'observer les faits, mais l'histoire est pleine d'exemples pour leur montrer que le paradoxe n'est souvent tel qu'en apparence et que souvent la démocratie ne se maintient ou n'a pu se maintenir que grâce à la dictature. Un pacifisme n'ayant pas le courage de se battre pour s'affirmer est voué à l'impuissance et à un échec certain.

Mais, dira-t-on, un tel pacifisme nous mènera droit à la guerre car voulant s'imposer à ceux qui veulent le troubler, il provoquera la guerre. Oui et non ! Oui, si nous continuons à nous laisser mener en bateau par les pays fascistes et à leur laisser le temps de se préparer pour le coup décisif comme nous l'avons fait jusqu'ici. Non, si nous osons crier halte ! quand il est temps encore. Lorsque, en 1935, l'Allemagne réoccupa, dans le but évident de renforcer son prestige politique et militaire, la Rhénanie, il eût été facile par une demi-mobilisation, voire une petite expédition militaire, de l'en déloger sans qu'une goutte de sang eût coulé. Cela d'autant plus que la Reichswehr était contre la réoccupation car elle craignait une riposte vigoureuse de la part des Alliés et elle n'était pas du tout prête à y faire face. Les conséquences d'un tel acte énergique eussent pu avoir une portée considérable, non seulement pour la sauvegarde de la paix de l'Europe, mais également pour le prestige de Hitler qui ne s'en serait peut-être pas relevé. Au lieu de ça, on a préféré se laisser prendre au chantage que pratiquent avec tant de succès Mussolini et Hitler et ceux-ci ont pu renforcer depuis leur puissance militaire à un tel degré qu'il devient de plus en plus difficile de leur crier halte ! sans risquer la guerre.

Pourtant, les pays démocratiques tels que la France et l'Angleterre, dont l'existence est directement menacée par le fascisme mondial, hésitent toujours à sortir de leur torpeur et se laissent béatement glisser vers la catastrophe finale. Pourquoi ?

Parce que ces deux pays, pacifiques parce que repus, ne veulent à aucun prix la guerre et sont prêts pour cela à se laisser marcher sur les pieds encore longtemps tant que la guerre ne viendra pas les surprendre chez eux.

D'autre part, bien que sentant le danger, ces

pays ne veulent et ne désirent nullement abattre le régime fasciste, d'abord parce que c'est chez les autres que ça se passe et puis ensuite, sait-on jamais les conséquences que pourrait avoir chez eux une chute éventuelle du fascisme ? Ne sont-ils pas, eux aussi, déjà dans l'antichambre du fascisme dont ils admirent secrètement le cran antisocialiste? Non, ce n'est pas d'eux qu'il faudra escompter une action préventive contre la guerre ou une lutte énergique contre le danger fasciste, les deux d'ailleurs se complètent. C'est à nous, socialistes, porteurs de l'avenir, qu'incombe cette tâche, car seuls nous saurons exploiter la victoire sur le fascisme. Etant directement visés par lui (n'oublions jamais que le fascisme est avant tout l'ennemi du socialisme), c'est au socialisme européen et international de prendre la tête de l'offensive antifasciste, de lui imprimer sa volonté, d'en être le moteur et la force motrice là où il a le pouvoir de le faire, d'être le stimulant et l'initiateur partout où les forces iront volontairement ou non dans un sens antifasciste. Loin donc d'entraver les gouvernements bourgeois par un pacifisme mal compris et sans vigueur, le socialisme devra, partout où il le pourra et voudra, faire peser son influence et le poids des masses qu'il entraîne avec lui sur les gouvernements hésitants, les pousser en avant, en être le vrai propulseur. En faisant cela, il agit directement pour l'avenir du socialisme car pas de possibilité d'avenir pour lui tant que le fascisme mondial est debout. La chute de celui-ci entraînera fatalement celle des gouvernements pré-fascistes et le socialisme ferait ainsi de la même pierre deux coups. Compter sur la chute du fascisme par une action venant de l'intérieur, c'est se leurrer d'un vain espoir. Il y aura bientôt vingt ans, que le fascisme italien est au pouvoir sans qu'il ait été, au cours de son existence, sérieusement menacé. Encore quelques années et il ne restera plus un seul opposant possible; l'existence et la continuité du fascisme seront alors assurées.

C'est du dehors, de l'extérieur, que le fascisme devra être abattu; seule une action internationale et concertée, sous la direction ou impulsion du socialisme aura raison du hideux fascisme et de son régime barbare. Voici la tâche à laquelle le socialisme devra s'atteler sans tarder. « Frapper le premier coup » est, en politique aussi, une excellente méthode. Au socialisme de s'en servir.

Conclusion

Que, avant de rejeter ces idées comme étant hérétiques ou non conformes à la doctrine traditionnelle du socialisme, les camarades qui aient pu me lire réfléchissent un peu. Que les amateurs d'analogies surtout qui confondent si légèrement « kaiserisme » avec « nazisme » approfondissent un peu les deux termes afin de comprendre et de saisir l'énorme différence qui sépare le kaiserisme soldatesque, mais humanitaire, du nazisme antisémite, raciste et barbare. Que les Martinet et les Monatte, si farouchement « non-résistancistes » pensent une minute aux Martinet et Monatte allemands, jetés dans les camps de concentration ou torturés dans les geôles et qui comprennent certainement la solidarité internationale autrement que comme la non-résistance à leurs bourreaux.

Qu'enfin les pacifistes à tout crin, au lieu de crier « sac au dos » (ce qui est une façon d'esquiver la discussion) résolvent la question de savoir « s'il n'est pas mieux de crever en se défendant que de vivre en rampant ». Quant à nous, nous choisissons sans une ombre d'hésitation la première !

HORACE.

Défendons Robert Léger militant syndicaliste !

La presse aux ordres de Staline, « l'Humanité » et « Ce Soir » se joignent à la « Liberté » de Doriot pour calomnier odieusement un des meilleurs militants du Syndicat des cuisiniers : Robert Léger. Les journalistes larbins profitent de ce que ce syndicaliste est emprisonné à la suite des récentes perquisitions pour affirmer que Léger était, d'après les staliniens, un « cagoulard », un individu jouant « un rôle louche » ; d'après les doriotistes il serait un provocateur policier.

Nous faisons appel aux militants des cuisiniers, à ceux de la Fédération de l'Alimentation, à Charles Patat, fonctionnaire de celle-ci en particulier, ami personnel de Léger, pour qu'ils disent, face à cette saleté, la vérité : LEGER EST UN MILITANT SYNDICALISTE PROBE, CAPABLE, ARDENT, DEVOUÉ, qui mérite la solidarité entière des travailleurs. Nous exposerons en détail sa défense dans le numéro prochain de la *R. P.*

UN GROUPE DE SYNDICALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES.

Comité pour l'Espagne Libre

Le tirage de la tombola

Voici la liste des numéros gagnants de la tombola organisée par les camarades du Comité pour l'Espagne libre, 26, rue de Crussol, Paris (11e) où les lots peuvent être retirés.

Salle à manger : 22.563; *Chambre à coucher :* 51.584; 5 *postes de T.S.F. :* 25.909, 4.307, 39.135, 153.420, 142.375; 2 *bicyclettes :* 33.651, 186.249.

Peintures et objets d'art : 147.205, 147.215, 147.225, 147.235, 147.245, 147.255, 147.265, 147.275, 147.285, 147.295, 183.202, 183.212, 183.222, 183.232, 183.242, 183.252, 183.262, 183.272, 183.282, 183.292, 132.703, 132.713, 132.723, 132.733, 132.743, 132.753, 132.763, 132.773, 132.783, 132.793, 98.309, 98.319, 98,329, 98.339, 98.349, 98.359, 98,369, 98.379, 98.389, 98.399, 22.601, 22.611, 22.621, 22.631, 22.641, 22.651, 22.661, 22.671, 22.681, 22.691, 38.504, 38.514, 38.524, 38.534, 38.544, 38.554, 38.564, 38.574, 38.584, 38.594, 116.000, 116.010, 116.020, 116.030, 116.040, 116.050, 116.060, 116.070, 116.080, 116.090, 74.506, 74.516, 74.526, 74.536, 74.546, 74.556, 74.566, 74.576, 74.586, 74.596, 68.703, 68.713, 68.723, 68.733, 68.743, 68,753, 68.763, 68.773, 68.783, 68.793, 164.001, 164.011, 164.021, 164.031, 164.041, 164.051, 164.061, 164.071, 164.081, 164.091, 146.205, 146.215, 146.225, 146.235, 146.245, 146,255, 146.265, 146.275, 146.285, 146.295, 126.009, 126.019, 126.029, 126.039, 126.049, 126.059, 126.069, 126.079, 126.089, 126.099, 76.103, 76.113, 76.123, 76.133, 76.143, 76.153, 76.163, 76,173, 76.183, 76.193, 194.206, 194.216, 194.226, 194.236, 194.246, 194.256, 194,266, 194.276, 194.286, 194.296, 48.205, 48.215, 48.225, 48.235, 48.245, 48.255, 48.265, 48.275, 48.285, 48.295, 7.208, 7.218, 7.228, 7.238, 7.248,

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e).

A l'occasion
de son vingtième anniversaire
LA COOPERATIVE OUVRIERE D'EDITION
"LIBRAIRIE DU TRAVAIL"
distribue gratuitement une partie de son stock

Cher camarade,

C'est le 11 novembre prochain que ces vingt ans d'existence seront atteints. Aussi, avons-nous tenu à marquer cette circonstance par une diffusion particulièrement massive de nos éditions, au cours des semaines qui précéderont cette date.

La formule adoptée pour y parvenir est simple :

Bon d'achat de 2 fr. l'un; carnets de 10 Bons assurés d'une revalorisation atteignant *au moins* 40%, par la distribution de primes gratuites de 10, 100 et 500 fr.

Ces primes se répartissent comme suit :

Un Bon revalorisé à 10 fr. dans chaque dizaine de numéros;

Un Bon revalorisé à 100 fr. dans chaque centaine de numéros;

Un Bon revalorisé à 500 fr. dans chaque millier de numéros;

à la suite d'un tirage au sort.

De plus, chaque acheteur ou chaque placeur — car nous n'oublions pas ces derniers — de 5 carnets de 10 Bons en recevra un 6e à titre absolument gratuit.

Il ressort de ces dispositions que le possesseur d'un seul Bon d'achat peut être remboursé en livres de notre fonds pour une valeur de 2, 10, 100 ou 500 fr. Le porteur d'un carnet, lui, est assuré d'un remboursement minimum s'élevant à 28 fr., et les primes de 100 et 500 fr. peuvent également lui échoir.

D'autre part, nous avons voulu faciliter la constitution de bibliothèques collectives en favorisant les achats groupés de camarades. A cet effet, nous offrons 6 carnets pour le prix de 5, ce dont les organisations désireuses de former ou d'enrichir leur bibliothèque peuvent également profiter. Voici d'ailleurs quelques exemples des avantages que nous leur assurons :

6 carnets, valeur d'achat 100 fr. — choix au moins égal à 168 fr.

12 carnets, valeur d'achat 200 fr. — choix au moins égal à 434 fr.

120 carnets, valeur d'achat 2.000 fr. — choix au moins égal à 5.034 fr.

Quant au placeur de Bons séparés ou de carnets de 10 Bons, il obtient une prime représentant au moins 28 fr. de livres à *son choix* par 5 carnets placés, et il peut également bénéficier des primes de 100 et 500 fr. si le tirage au sort s'applique aux numéros qu'il détient.

Nous pensons avoir bien précisé le mécanisme de notre répartition, mais nous restons naturellement à votre disposition pour tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer.

Ecrivez-nous donc sans délai pour vous documenter s'il y a lieu ou bien pour nous demander des carnets *en dépôt* — payables après vente — ou à compte ferme — à raison de 6 carnets pour le prix de 5 — en y joignant le montant.

Chaque fois que le placement ferme de 1.000 Bons aura été atteint, le tirage au sort de 111 primes se fera aussitôt et la répartition suivra selon le choix que les bénéficiaires auront indiqué sur notre catalogue.

Nous espérons vous lire par un prochain courrier afin de savoir dans quelle mesure votre organisation, vos camarades et vous-même pouvez participer à notre projet.

Dans cette attente, croyez, camarade, à nos sentiments bien fraternels.

Librairie du Travail.
17, *rue de Sambre-et-Meuse, Paris* (Xe)
Chèque postal : 43-08 Paris

QUELQUES OPINIONS

sur

FASCISME ET GRAND CAPITAL

de Daniel GUERIN

Ce que disent les uns...

Une documentation minutieuse et vivante, des conclusions irréfutables illustrent et appuient la thèse que le Socialisme défend depuis tant d'années : le fascisme est la dictature la plus absolue et la plus violente mise au service des puissances d'argent.

D. Liégeois.
(*Jeunesse.*)

D'aucuns espèrent encore qu'entre le fascisme et le socialisme, il sera possible... de maintenir... des gouvernements, amiables compositions entre les extrêmes de droite et de gauche. Ceux qui ont ce pieux espoir feront bien de lire le livre de Daniel Guérin.

Emile Vandervelde.
(*La Dépêche de Toulouse.*)

Il faut être reconnaissant à Daniel Guérin d'avoir présenté avec de justes nuances sa critique de la politique extérieure des Etats fascistes.

(*Le Barrage.*)

. . . . . et les autres

Daniel Guérin veut à tout prix que les régimes mussolinien et hitlérien correspondent à la domination du grand capital. Rien n'est moins certain.

Marcel Moré.
(*Esprit.*)

La conclusion à laquelle il arrive « Fascisme ou socialisme » continue de me paraître contestable.

J. B. Séverac.
(*Le Populaire.*)

Il semble que D. Guérin ait rayé du vocabulaire belliciste propre au fascisme tout ce qui vise directement la guerre entre nations... D. Guérin oublie beaucoup trop.

J. Bruhat.
(*L'Humanité.*)

Un Volume : 18 frs.

En vente à la REVOLUTION PROLETARIENNE

54, rue du Château-d'Eau, 54 — PARIS (10e)

Chèque postal : 734.99